



HAL
open science

Introduction : "Une correspondance saharienne. "

Paul Pandolfi

► To cite this version:

Paul Pandolfi. Introduction : "Une correspondance saharienne. ". Une correspondance saharienne. Lettres du général Laperrine au commandant Cauvet (1902-1920), 2008. <hal-03181904>

HAL Id: hal-03181904

<https://hal.science/hal-03181904v1>

Submitted on 1 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Introduction: "Une correspondance saharienne. "

Paul Pandolfi

► **To cite this version:**

Paul Pandolfi. Introduction: "Une correspondance saharienne. ". Une correspondance saharienne. Lettres du général Laperrine au commandant Cauvet (1902-1920), 2008. hal-03181904

HAL Id: hal-03181904

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03181904>

Submitted on 1 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Une correspondance saharienne

Lettres inédites du général Laperrine
au commandant Cauvet (1902-1920)

KARTHALA sur Internet : <http://www.karthala.com>
Paiement sécurisé

ouverture : Le général Laperrine. Photo d'archive.

© Éditions KARTHALA, 2006
ISBN : 2-84586-725-5

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 Paris

DU MÊME AUTEUR

L'habitat du Hoggar, Karthala, 1994, 128 p.

Les Touaregs de l'Ahaggar. Parenté et résidence chez les Dag-Ghâli,
Karthala, 1998, 480 p.

Paul Pandolfi

Introduction

1^{er} mars 1902 : le capitaine Cauvet arrive à In-Salah, où il a été nommé chef d'annexe. Il est dès lors placé sous les ordres d'Henri Laperrine qui a été promu, depuis le 6 juillet 1901, commandant militaire supérieur des Oasis sahariennes.

18 avril 1920 : l'avion dans lequel se trouve le général Laperrine se pose en catastrophe, en plein désert, près du puits d'Anesbaraka, à environ 450 kilomètres au sud de Tamanrasset. Après seize jours d'agonie, le général Laperrine meurt.

Entre ces deux dates, durant dix-huit ans, Laperrine et Cauvet ont entretenu des relations épistolaires régulières. De celles-ci il nous reste 146 courriers adressés par Laperrine à son ami Cauvet. Ces lettres, désormais conservées aux Archives d'Outre-Mer d'Aix-en-Provence (voir annexe 1), sont publiées ici pour la première fois. Plusieurs raisons nous y ont poussé.

▪ Des dates tout d'abord. Le hasard biographique impose *de facto* les dates de début et surtout de fin de cette correspondance. Or, la période ainsi délimitée (1902-1920) constitue aussi une étape cruciale de l'histoire du Sahara central. 1902, c'est l'année du combat de Tit, qui marque la défaite militaire des Touaregs Kel-Ahaggar face à l'expansion coloniale française. 1920, c'est, tout à la fois, la mort de Laperrine et, quelques mois plus tard, celle de Mûsa ag Amastân, le chef (*amenûkal*) qui a représenté la société Kel-Ahaggar durant cette période qui vit la France s'installer au Sahara central. 1920, c'est également la fin du grand mouvement d'insurrection dans lequel nombre de tribus sahariennes s'étaient engagées depuis 1916-1917.

▪ Des noms ensuite. Laperrine et Cauvet furent durant cette période historique deux des acteurs qui, côté français, jouèrent un rôle déterminant. Ces deux hommes, se connaissaient depuis longtemps, s'appréciaient et entretenaient une relation d'amitié qui ne s'est jamais démentie. Tous deux entrés la même année 1878 à l'École militaire de Saint-Cyr, ils faisaient partie de cette promotion qui s'était donné le nom de « Zoulous » en souvenir du prince impérial Louis-Eugène Napoléon, tué en 1879 pendant la campagne des Anglais au Zouloulouland (voir lettres n° 109 et 142). Cependant, si l'on en croit les biographes de Laperrine, ils n'eurent que peu de contacts pendant les deux années qu'ils passèrent ensemble à Saint-Cyr. Le début de leur amitié paraît davantage se situer quand Laperrine, en juillet 1885, est promu lieutenant au 1^{er} régiment de spahis à Médéa. Là, il aura plusieurs fois l'occasion de rencontrer son camarade de promotion¹ (voir Lehuraux 1947, p. 17 et Gorrée et Thiout 1948, p. 48).

Puis, pendant quelques années, leurs chemins bifurquent. Cauvet continue sa carrière en Algérie alors que Laperrine, après un séjour à Saumur et un bref retour en Algérie, est muté, en 1889, à l'escadron de spahis du Sénégal puis, en 1893, à celui des spahis soudanais².

Mais, en 1897, Laperrine revient en Algérie. Il est nommé à l'escadron des spahis sahariens de Gardhaïa. Dans les faits, l'essentiel de son service se déroulera à Fort Mac-Mahon³. Cette nouvelle affectation le remet en contact avec Cauvet alors en poste à Gardhaïa.

« De temps en temps, pour se reposer et profiter d'une permission qu'il n'aurait pu passer en France vu l'éloignement, Laperrine se rendait à Gardhaïa dont le chef d'annexe, le futur commandant Cauvet, était l'un de ses meilleurs amis. C'est ainsi que tous deux se rendirent à Metlili des Chaamba et, qu'une autre fois, ils firent le tour du Mzab par Berriane, l'oued Settafa, l'oued Mzi et Guerrara... » (Gorrée et Thiout 1948, p. 85).

Aussi, quand en mars 1902 Cauvet rejoint In-Salah⁴ en tant que chef d'annexe, ce n'est pas un subordonné quelconque qui se retrouve sous les

1. Cauvet séjourna à Médéa en 1886-1888 en tant qu'adjoint de 1^{re} classe du bureau arabe. Dès décembre 1881, il avait été admis aux Affaires indigènes, débutant ainsi une carrière qui se déroula entièrement en Algérie. Avant d'être nommé à Médéa, il occupa tour à tour des fonctions dans les bureaux arabes de Bou Saada, Chellala et Ouargla (AOM, 18H35).

2. Sur cette période soudanaise de la carrière de Laperrine, voir Deloncle, 1951.

3. Sur ce séjour à Fort Mac-Mahon, voir le témoignage de Burthe D'Annelet (1932, t. 2, p. 570-583).

4. Cauvet avait été nommé chef de l'annexe du Tidikelt par une décision du gouvernement général d'Algérie en date du 10 janvier 1902 mais ce n'est que le

ordres de Laperrine, mais un véritable ami qui partage ses vues quant à la politique à mener au Sahara.

Cette amitié, cette complicité se manifestent de manière éclatante dans de nombreux passages des lettres ici publiées. Un exemple nous paraît ici particulièrement significatif. Le 10 janvier 1917 au matin, alors que Laperrine est sur le front, ordre lui est donné de rejoindre Paris le plus rapidement possible. Là, Lyautey, ministre de la Guerre, lui annonce et la mort du Père de Foucauld et sa nomination en tant que commandant supérieur des Territoires sahariens. Le soir même, Laperrine écrit à Cauvet (voir lettre n° 92) alors qu'il ne communiquera cette nouvelle à sa sœur que cinq jours plus tard et n'en prévient un de ses plus proches, le général Bernard, que le 19 janvier⁵.

Dès l'annonce de la nomination de Cauvet à In-Salah, Laperrine envoie un premier courrier à son camarade. On est bien loin ici de la classique et formelle lettre de félicitations. Dans cette missive datée du 3 février 1902, Laperrine donne le ton qui sera celui de la longue correspondance qui va désormais s'instaurer entre ces deux hommes. Bien que supérieur hiérarchique de Cauvet, il tient à toujours entretenir avec ce dernier une relation caractérisée par une amitié et une estime réciproques. D'où son insistance sur le tutoiement qui doit, selon lui, rester de rigueur entre eux.

Dès cette première lettre également, Laperrine se montre particulièrement critique envers la hiérarchie et affirme sa conviction, maintes fois répétée par la suite, d'être mal considéré par ses pairs et ses supérieurs. Autant de constantes que l'on retrouvera tout au long de cet échange épistolaire.

La complicité et la confiance qui existent entre ces deux hommes présentent un avantage considérable. À la différence des rapports et des correspondances officielles, Laperrine n'est pas tenu d'adopter ici le style propre aux courriers hiérarchiques. Aucune trace de « langue de bois » dans cet échange épistolaire, qui, bien souvent, révèle de manière crue ce que ne laissent qu'entrevoir ou supposer les documents officiels.

Ces lettres sont publiées pour la première fois dans leur intégralité mais, comme nous le signalons dans le cœur même de cet ouvrage⁶, de

1^{er} mars qu'il prit ses fonctions à In-Salah (AOM, 18H35). Auparavant, il était chef d'annexe à El Oued, où il avait été nommé en mai 1900. C'est là qu'il fit la connaissance d'Isabelle Eberhardt dont il prit plusieurs fois la défense (Charles-Roux, 1995).

5. Ce 10-01-1917, Laperrine écrivit également à Raymond de Blic, beau-frère du Père de Foucauld. En fait, sans en avoir été prévenu, Laperrine avait été mis à la disposition du ministère de la Guerre dès le 5 janvier. Sa nomination officielle en tant que « commandant supérieur » est, elle, datée du 12-01-1917.

6. Voir les lettres 3, 6, 20, 26, 31, 33, 65, 75, 91, 92, 107 et 140.

courts extraits en avaient déjà été cités par divers auteurs, tels que Howe (1931), Meynier (1946), Gorrée et Thiout (1948) et enfin Castillon du Perron (1982). Outre des erreurs de datation⁷, un constat s'impose : ces citations sont souvent édulcorées, tronquées. Ce qui disparaît alors c'est la violence du ton de Laperrine notamment lorsque sont évoqués les conflits avec ses pairs. Ces « corrections » portent parfois sur le vocabulaire jugé trop cru de Laperrine. Le « Ils n'ont qu'à me foutre dehors » est plus sagement réécrit « me f... dehors ». Mais corrections ou omissions sont parfois beaucoup plus importantes. Ainsi Gorrée et Thiout font une longue citation de la lettre du 24/03/1902. Voici, telle qu'elle est par eux reproduite, la première phrase de cet extrait : « De mes ballades antérieures au Soudan, j'avais rapporté la réputation ... d'avoir la main très dure, etc. » (1948, p. 286). Si on se reporte à l'original, on peut lire : « Tu vas dire que je suis le dernier des cons mais [de mes ballades antérieures au Soudan, j'avais rapporté la réputation] d'être cruel, de ne pas craindre de faire martyriser les gens pour en faire avouer d'autres, d'avoir la fâcheuse manie de collectionner les têtes des gens qui tuaient mes spahis, [d'avoir la main très dure..., etc.] ». Il en est de même quand, avec le vocabulaire qui est le sien, Laperrine s'empporte contre ses supérieurs. On trouve dans sa lettre du 18/09/1902 la phrase suivante : « J'espère que malgré tous les bâtons dans les roues, toutes les pasquinades de tous ces tartuffes depuis le ministère jusqu'à Cotte en passant par Laquière, le Gén. Menestrel et autres salopes, nous finirons par en sortir. » Cité par Gorrée et Thiout, ce passage devient : « J'espère que malgré tous les bâtons dans les roues ... nous finirons par en sortir. » (1948, p. 244).

Manifestement, Laperrine a du mal à se couler dans le moule hiérarchique que veulent lui imposer ceux qu'ils dénomment ironiquement les « Touaregs du Nord », et l'amitié qui l'unit à Cauvet est pour lui une véritable « soupape » : c'est à ce dernier qu'il peut confier toutes ses rancœurs, toutes ses révoltes, mais aussi ses véritables intentions et objectifs. Tel est le cas des correspondances ayant trait à la rencontre d'In-Salah en 1904, à sa tournée à Taoudenni (1906) ou encore à la période 1916-1918.

À la lecture de ces lettres, d'autres points méritent d'être retenus. Au contraire de ce qui est souvent affirmé ou suggéré dans l'abondante littérature consacrée à « la conquête du Sahara », le camp français était loin de se présenter comme un bloc homogène uni derrière ce chef

charismatique qu'aurait été Laperrine. Certes, un accord existe quant au but stratégique : relier, grâce à la conquête du Sahara, les colonies françaises du Maghreb (et notamment l'Algérie) à celles de l'AOF. Mais de nombreuses divergences demeurent, tout au long de cette période (1902-1920), quant à la tactique à adopter pour atteindre un tel objectif. Ces différends ne relèvent pas seulement de simples rivalités personnelles mais manifestent bel et bien des oppositions politiques, qui apparaissent crûment dans cette correspondance. Tel est le cas des profonds désaccords existant entre Laperrine et des hommes comme Métois, Reibell, Chardenet et Cauchemez entre autres exemples (voir Pandolfi 1998b).

Autre enseignement capital : ces lettres démontrent combien l'empirisme a largement prévalu lors de la conquête du Sahara, combien les principaux épisodes de cette période relèvent avant tout de la politique de « l'état de fait » impulsée par Laperrine et les siens. La meilleure illustration en demeure l'envoi, en 1902, d'une colonne dirigée par Cottenest dans l'Ahaggar. Cette décision, qui déboucha sur le combat de Tit et la défaite des Touaregs Kel-Ahaggar, fut prise par les seuls Laperrine et Cauvet, qui savaient très bien que ni Alger ni Paris n'auraient donné leur accord à une telle opération.

Mais un nombre encore plus important de ces courriers peuvent apparaître comme des correspondances bien banales dans la mesure où l'on n'y trouve aucune référence aux événements que nous considérons aujourd'hui comme des faits historiques déterminants. Il serait dès lors tentant de n'y voir que des missives sans importance et peu dignes d'être rassemblées et publiées. Pourtant, c'est cette apparente banalité qui nous paraît significative en ce qu'elle nous renseigne aussi sur la manière dont fut appréhendée par deux de ses principaux acteurs cette période historique.

Certes les faits d'armes, les négociations, les stratégies politiques et militaires... sont ici présents mais on est cependant bien loin des glorieux récits qui, par la suite, édifieront la légende dorée de la conquête saharienne. À titre d'exemple, on peut ainsi comparer les nombreuses pages que la littérature coloniale consacra au combat de Tit et à la geste du lieutenant Cottenest aux quelques brèves lignes que Laperrine réserve à cet événement (voir notamment l. 13 et 16) Notations rapides et hors de tout pathos, dues à un homme de terrain confronté à la dure réalité quotidienne que lui impose l'immensité saharienne. Aussi on ne s'étonnera pas de trouver tout au long de cette correspondance un grand nombre de lignes consacrées au ravitaillement, aux itinéraires, aux points d'eau, aux courriers, etc.

7. Gorrée et Thiout (1948, p. 285-286) datent de mars 1903 un long passage d'une lettre écrite le 24 mars 1902. De même, Castillon du Perron donne la date de juin 1904 pour l'extrait d'une correspondance du 10 février 1904 (1982, p. 354).

On ne trouve dans la correspondance de Laperrine ni la moindre plainte, ni la moindre remarque sur ce que furent les épreuves physiques et morales que durent supporter cette poignée d'hommes qui menaient alors la « conquête du Sahara ». Ses récriminations sont réservées à ceux qui à Alger comme à Paris ne peuvent se rendre compte de la réalité du terrain, à ces hommes de « biro » < sic > qui imaginent et dictent ce qu'il faudrait faire.

Non seulement Laperrine ne se plaint pas de ses conditions de vie mais, bien souvent, il relègue dans la deuxième partie de ses courriers les faits qui concernent sa vie privée. Proche en cela des Touaregs, ce n'est qu'avec pudeur et réserve qu'il aborde, après les nouvelles du jour, les événements qui le touchent (voir notamment I. 130). Comme si le Sahara et ses habitants avaient, malgré tout, quelque peu déteint sur celui qui fut leur conquérant.

Le contexte historique

« Partout où nous allons ... nous nous heurtons à vous, chez les Ouderna du Sud tunisien, aux portes de Ghadamès, c'est à vous que nous avons affaire ; au Nefzaoua c'est à vous aussi, et dans le Sahara jusqu'à Fiquig, nous vous trouvons partout ; avec vous ces contrées-là nous sont fermées, et nous sommes comme murés chez nous » (*in* Gast 1993, p. 50).

Ainsi s'exprime un des membres de la délégation touarègue qui, à Biskra, rencontre le général de la Roque en 1890. Ce constat d'encerclement, d'asphyxie programmée se renforcera encore durant la dernière décennie du XIX^e siècle. Au nord, après avoir occupé le Mzab (1881), Ouargla, Touggourt et El Oued (1885), après avoir édifié une importante ligne de forts sahariens (Fort-Lallemand, Fort-Miribel, Fort-Mac-Mahon, etc.) et consolidé sa présence dans le sud-tunisien, la France s'empare d'In-Salah (1899) et, en 1900, contrôle le Tidikelt. Cette poussée septentrionale se combine avec une avancée le long du fleuve Niger (Bamako 1883, Tombouctou 1894, Say 1896...), qui permet aux forces françaises de s'implanter aux marges méridionales du « pays » touareg. Tant au nord qu'au sud, ces événements traduisent une extension et une consolidation de l'avancée française.

Il y a là, conséquence majeure du massacre de la mission Flatters (1881), une nouvelle option stratégique ouvertement revendiquée par les autorités françaises : plutôt que de tenter des traversées militaires ou

civiles, on préférera désormais imposer un véritable blocus économique aux Touaregs en s'emparant des oasis du Touat-Tidikelt. Peu après le massacre de la mission Flatters, Bernard écrivait déjà :

« ... lancer une colonne dans le Hoggar serait une folle entreprise qui, lors même qu'elle réussirait, n'aurait qu'un résultat infime et sans effet pour l'avenir. Le but à atteindre est plus facile et plus profitable ; c'est à In-Salah qu'il faut implanter la puissance française pour rendre la tranquillité au Sahara. Cette ville occupe une position centrale des plus remarquables <...> Son marché, d'une grande importance, est le centre d'approvisionnement des Hoggar. Vivant du passage des caravanes qui viennent d'In-Salah, on pourrait, en occupant ce dernier point, les amener facilement à composition » (1881, p. 149).

En cette fin de siècle, Kel-Ahaggar et Kel-Ajjer se retrouvent encerclés et surtout privés de leurs débouchés car, au Sud comme au Nord, leurs marchés traditionnels sont désormais aux mains des Français. Face à de telles menaces, le chef des Kel-Ahaggar, l'*amenûkal*, Ahitaghel ag Mohammed Biska, semble prôner une prudente politique d'attente et de réserve. Ainsi il désavouera toutes les attaques alors menées contre les habitants du Tidikelt⁸. Sa politique était résumée de la sorte par le général Servière : « Se tenir à l'écart en cherchant soigneusement à éviter tout conflit avec l'autorité française pour nous ôter tout prétexte d'intervenir dans les affaires du Hoggar » (lettre du 01-10-1900, AOM 22H).

Dans cette situation critique, suite au décès en 1900 du chef Kel-Ahaggar, une lutte serrée va mettre aux prises deux des prétendants à sa succession. Tous deux étaient des neveux utérins de l'*amenûkal* défunt. La stricte application des règles de transmission du pouvoir donnait priorité à Mokhammed ag Urzig⁹. Mais, dans ce contexte politique difficile et surdéterminé par l'attitude à tenir face aux menées coloniales, les Kel-Ahaggar se retrouvèrent divisés en deux camps antagonistes. Il semble qu'une majorité d'entre eux, notamment parmi les tributaires (*Kel-ulli*), plébiscita Atîsi ag Amellal qui jouissait d'une réputation de guerrier valeureux. Cependant une partie significative des nobles opta

8. Ces attaques étaient principalement l'œuvre des Taytoq, un des groupes nobles des Kel-Ahaggar. À ce titre, les Taytoq vont très vite être considérés comme les principaux adversaires de la pénétration française, comme « la seule fraction qui depuis notre arrivée au Tidikelt nous ait témoigné une hostilité bien déclarée » (lettre du chef de l'annexe d'In-Salah, 15-12-1900, AOM 22H).

9. Mokhammed ag Urzig était en effet le fils aîné de la première sœur cadette (Katouh) d'Ahitaghel et Atîsi ag Amellal le fils aîné de sa seconde sœur cadette (Khawila).

pour Mokhammed ag Urzig. Cette situation provoqua l'intervention de religieux (*ineslemen*) désireux d'éviter un tel clivage. Abidine, marabout Kunta particulièrement influent, choisit de neutraliser provisoirement ce conflit en prônant l'instauration d'un pouvoir bicéphale, assuré conjointement par Mokhammed ag Urzig et Atïsi ag Amellal¹⁰. Il s'ensuivra une situation de désordre et de confusion particulièrement préjudiciable aux tributaires qui se voient pressurés par des pouvoirs concurrents. On assiste alors à un véritable « éclatement » de la confédération des Kel-Ahaggar. Mokhammed ag Urzig fut rapidement éclipsé par Atïsi¹¹ alors que d'autres nobles voient leur autorité s'accroître. Tel est le cas de Mokhammed ag Ghotman, petit-fils de l'ancien *amenûkal* El Khadj Akhmed, dans la région de Tazeruk, et surtout de Mûsa ag Amastân qui, dans l'Adghagh, rassemble autour de lui sa « clientèle » : Kel-Ahaggar, las des divisions internes, désireux de pouvoir à nouveau commercer avec le Tidikelt et favorables à une politique de bonne entente mais aussi certains Touaregs de l'Air (Kel-Tédélé) et des Ifoghas de l'Adghagh¹².

Les débuts, le raid Cottenest et le combat de Tit (lettres 1 à 23)

La nouvelle donne

La nomination, le 6 juillet 1901, de Laperrine comme commandant militaire supérieur des Oasis sahariennes marque la volonté française de se maintenir au Sahara. Or, en ce début de XX^e siècle, ce maintien n'avait rien d'évident. Sur ce point, deux lignes politiques, deux visions stratégiques s'affrontaient.

10. Geste symbolique : Abidine coupa en deux le voile de tête destiné à l'*amenûkal* et revêtit chacun des deux prétendants d'une des moitiés ainsi obtenues (Benhazera 1908, p. 126).

11. En décembre 1901, les autorités d'In-Salah apprennent et le décès d'Ahitaghel et son remplacement par Atïsi. Il n'est fait alors aucune mention de Mokhammed ag Urzig. Atïsi, quant à lui, est présenté comme bénéficiant chez les Kel-Ahaggar « d'une réputation très affirmée d'équité et de modération » (lettre du général Servière, 31-01-1901, AOM 22H).

12. Cet éclatement ne signifie d'ailleurs pas que des actions communes ne puissent être menées. Ainsi, fin 1901, un fort rezzou Kel-Ahaggar attaqua les Berabich de l'Azaouad soumis aux autorités françaises de Tombouctou (cf. Foucauld 1984, p. 146). Fructueux rezzou, sur lequel un rapport du lieutenant Cottenest (AOM, 22H) fournit de précieux renseignements. Voir ci-dessous la lettre de Laperrine datée du 24 mars 1902 (lettre 3).

Au vu des importantes dépenses provoquées par le maintien des troupes dans l'extrême sud algérien, certains prônaient l'évacuation de ces régions récemment conquises. Dans ce cadre, les populations auraient été laissées à la garde des chefs indigènes jusqu'à ce que la construction d'un chemin de fer transsaharien permette d'envisager, à moindres frais, l'occupation de ces contrées. Telle était notamment l'opinion du colonel Cauchemez, prédécesseur de Laperrine au poste de commandant des Oasis sahariennes¹³. Cette option exprimée dans plusieurs de ses rapports avait été reprise, dans un premier temps, par le ministère de la Guerre, qui préconisait une évacuation rapide du Touat-Tidikelt. À l'opposé, le général Servière, commandant de la division d'Alger depuis le 9 avril 1900, présentait la situation dans les oasis sahariennes sous un jour plus favorable. Dans un important rapport, daté du 10 mars 1901, il avançait un certain nombre de mesures pour rendre moins onéreuse l'occupation de l'extrême sud. Il préconisait notamment de « réduire au strict nécessaire ceux des éléments de la troupe qui ne peuvent vivre exclusivement à la mode du pays, c'est-à-dire les officiers, les cadres et les soldats français ». Cette première mesure s'accompagnait d'une autre proposition consistant à effectuer un recrutement local auprès des populations nomades qui, selon lui, présentaient toutes les qualités requises, surtout si l'on aménageait quelque peu leurs conditions de service¹⁴. En bref, Servière désirait mettre sur pied une milice locale composée, pour l'essentiel, d'indigènes pouvant vivre des ressources du pays. Le ministère de la Guerre trouvait là un moyen de considérablement réduire les frais occasionnés par cette occupation (quasi-suppression des troupes européennes, forte diminution des convois de ravitaillement...) ¹⁵. Le point de vue de Servière, appuyé par le gouverneur général, l'emporta et le

13. Opinion largement répandue à l'époque. Nombre d'auteurs trouvaient démesuré l'effort consenti au Sahara au vu des bénéfices minimes que pourrait en retirer la puissance coloniale française. Voir notamment Champeaux 1903.

14. « Ce qui le <= le nomade > fait quelquefois hésiter à s'engager dans nos rangs ou à renouveler son engagement, c'est la crainte de la discipline trop étroite, l'assujettissement à des exercices dont il ne voit pas l'utilité, discutable d'ailleurs pour des hommes naturellement aguerris, enfin l'ennui de n'avoir pas auprès de soi sa femme et ses enfants. Il servira avec plaisir le jour où il saura que le service demandé correspond à ses goûts : tir à la cible, exercices en vue de la guerre, dressage du méhari ou du cheval et que, propriétaire d'une bonne solde, il pourra disposer de son temps libre dans sa famille et vivre à sa guise. On aura ainsi des éléments excellents, parfaitement entraînés, connaissant bien le Sahara et ne demandant rien ou presque rien à notre civilisation » (Rapport Servière, 10 mars 1901, in Hepp 1971, p. 143).

15. Dans son rapport présentant à la signature du président de la République le décret de création des compagnies sahariennes, le général André insistera particulièrement sur ces conséquences budgétaires, voir BCAF 1902, p. 214-215.

3 juin 1901, le gouvernement décidait de « remplacer les troupes sahariennes par une milice spécialisée destinée exclusivement à l'occupation des oasis sahariennes » (Denis 1991, p. 94). Le décret du 27 juin 1901 précisa la nouvelle organisation du sud algérien. Trois annexes (In-Salah, Adrar, Timimoun) ainsi qu'un Commandement supérieur des oasis sahariennes étaient alors créés.

Ces conceptions divergentes quant à la politique à suivre au Sahara central ne se résument pas à une simple opposition entre Cauchemez et Servièrre. Le choix de Laperrine pour commander le nouveau Territoire des Oasis était appuyé par Servièrre, mais aussi par le gouverneur général Jonnart¹⁶. Cette désignation, comme plus tard celle de Lyautey, était loin de faire l'unanimité au sein de la hiérarchie militaire, qui « n'apprécie pas énormément qu'on fasse venir de France pour exercer d'importantes responsabilités, un chef d'escadrons du 7^e Chasseurs et un colonel du 14^e Hussards. Ni l'un ni l'autre n'ont jamais exercé de commandements importants en Afrique du Nord, ni ne sont passés par les bureaux arabes, qui en sont considérés comme l'antichambre » (Frémeaux 1993, p. 98).

De fait, il y a bien, à cette époque, divergence entre deux lignes politiques au Sahara. En octobre 1902, Cauvet rédige une étude de vingt pages intitulée « Notice sur les fractions Touareg vivant dans l'hinterland de la Subdivision ». Quand il transmet ce document à Alger, Laperrine y joint un important « Rapport sur la notice établie par le Chef d'annexe d'In Salah », dans lequel il expose clairement la conduite qui, selon lui, doit être suivie au Sahara central :

« Le Touareg ne reconnaît que la force. Si vous hésitez à employer la force, si devant ses menaces ou ses pillages vous ne bougez pas, vous n'usez pas de représailles, il vous considère comme un poltron et a pour vous le plus profond mépris. Si au contraire châtiant sévèrement les pillards ; vous ne molestez pas les pacifiques et même vous vous montrez bons <...> alors ces gens sont fort étonnés, mais devant la preuve de votre force ils sont bien obligés d'admettre que vous vous montrez bons parce que vous le voulez bien et non par peur et vous admirent. »

Cette ligne « dure », déjà exposée par Laperrine dans son rapport du 23-12-1901, est aussi une critique de toute politique attentiste, de ce qu'il dénomme l'attitude timide qui en prônant « la défense d'employer la force quoiqu'il arrive est désastreuse ». C'est cependant cette option qui,

16. Sur ce personnage et l'importance de son rôle politique en Algérie au début du siècle, voir Ageron 1968, p. 1003-1021 notamment.

selon lui, est préconisée par les autorités politiques et militaires de l'époque.

Nul ne la résume mieux que le général O'Connor donnant, en 1902, son avis sur le rapport de Laperrine et sur la conduite que ce dernier propose de tenir vis-à-vis des Touaregs :

« Une première méthode avait été essayée, c'est celle que j'appellerai la méthode douce ; je l'avais préconisée lors de mon séjour dans les Oasis Sahariennes et je l'avais résumée ainsi aux officiers sous mes ordres : "Faciliter le courant commercial des Touaregs avec le Tidikelt, <...> en profiter pour entrer en relations avec ces nomades, les mettre peu à peu en confiance, ne pas se laisser rebuter par les obstacles et, le moment venu, proposer aux Touaregs de liquider le passé en leur laissant entendre que nous nous montrerions aussi accommodants que possible <...> Le commandant Laperrine reconnaît que ce système avait donné des résultats, mais <...> il se montre surtout partisan de la force "Répondre à un rezzou par un contre-rezzou", mais comme ce dernier n'atteint jamais les vrais coupables, nous en arrivons à la guerre de représailles et dans la région qui nous occupe, celle-ci nous conduit à l'occupation du Hoggar. Est-ce cela que veut notre Gouvernement ? <...> Avec le commandant Laperrine, nous sommes en plein rêve, en pleine fantaisie imaginative... » (AOM, 22H49).

L'intérêt d'un tel passage ne réside pas seulement dans l'exposé des deux lignes politiques qui s'opposaient alors. Il est aussi un bon résumé de cette « méthode douce » selon O'Connor, de « l'attitude timide » selon Laperrine que prônaient alors un certain nombre de civils et militaires, notamment ceux qui avaient fait l'essentiel de leur carrière au sein des Bureaux arabes¹⁷.

Ces oppositions tactiques trouvaient d'autant plus à s'exprimer que le statut politico-juridique du Sud algérien n'était qu'imparfaitement défini durant cette période cruciale. Certes, par la loi du 24/12/1902, les

17. Un exemple parfait en est fourni par le général Caze qui, de 1901 à 1904, en tant que commandant du 19^e Corps, se trouva à la tête de l'armée d'Afrique (cf. Peyronnet 1930, p. 426). Partisan d'une politique prudente et peu favorable à une extension territoriale au sud des oasis, Caze exprima plusieurs fois – notamment à propos des raids de Cottenest et Guillo-Lohan – sa totale désapprobation de la politique suivie par Laperrine. Le 14-02-1902, dans une lettre au gouverneur général, il écrivait : « Je ne crois pas le moment venu d'user de la violence avec ces tribus peu saisissables. Efforçons-nous de les attirer sur nos marchés, de les mettre en confiance par une attitude nette et uniforme sur tous les points de contact que nous avons avec elles et de nous renseigner sur leurs agissements. » (AOM, 22H30).

Territoires du Sud avaient été créés. Ce nouveau groupement territorial bénéficiait d'une administration et d'un budget distincts, et se trouvait sous l'autorité directe du gouverneur général d'Algérie dont les pouvoirs étaient particulièrement étendus, y compris au plan militaire. Cependant il faudra plusieurs années pour réellement installer dans les faits un système de commandement fondé sur les principes exposés par la loi de 1902¹⁸. C'est dans cette « sorte de vide juridique momentané » que le gouverneur Jonnart « s'efforce de prendre des initiatives qui établissent, d'avance, une pratique nouvelle. <...> sans s'interdire d'y mettre sa marque personnelle, dont on dira qu'elle consiste à aller jusqu'aux limites extrêmes, acceptables par Paris, de l'expansion vers le Sud... » (Frémeaux 1993, p. 98).

Dans cette optique, Laperrine était l'homme de la situation. Les raisons de son choix apparaissent encore plus nettement quand on compare son « profil » à celui de son prédécesseur, qui n'était autre que le général Cauchemez. Ce dernier, homme des bureaux arabes, était un proche de Révoil. Il n'était guère partisan de l'occupation immédiate du Sud, qu'il jugeait, comme nombre d'autres officiers, trop coûteuse. Il prônait la « méthode douce », fondée notamment sur le développement des relations commerciales qui, à terme, devaient amener les populations touarègues à se rapprocher des autorités françaises. De plus, Cauchemez se présentait comme un républicain légaliste et refusait tout « coup de force » militaire qui placerait le gouvernement devant le fait accompli. Or, c'est bien ce type d'action que va développer Laperrine pour contraindre le gouvernement à une seule solution : l'occupation du Sahara central.

In-Salah

Deux officiers avaient précédé Cauvet à In-Salah : le capitaine de Susbielle et le lieutenant Chardenet. Le premier n'occupait ce poste que fort peu de temps. Quant au second, il semble n'avoir été présent à In-Salah que de manière très épisodique et c'est un de ses subordonnés, le lieutenant Lapeyre, qui assurait sur place le rôle de chef d'annexe.

Voici comment Lehuraux présente la situation régnant à In-Salah avant l'arrivée de Cauvet :

18. Ainsi, ce n'est qu'en 1905, par les décrets du 14 août et du 12 décembre, que seront clairement définis les rapports existant entre les commandants de territoires et le gouverneur général.

« ... l'officier qui commandait alors au Tidikelt était animé d'un esprit de conciliation excessif. Cet officier fit ses avances à Attici. Celui-ci répondit dans les termes qu'on devait attendre d'un tel personnage : "Si tu viens au Hoggar, je te détruirai par la force ou par la ruse ; si tu empêches mes caravanes d'aller se ravitailler sur les marchés du Tidikelt, j'irai couper les palmiers des oasis du Tidikelt." Cette réponse fut cachée à mon prédécesseur et à moi-même lorsque j'allai en tournée au Tidikelt, en décembre 1901. De mauvais bruits couraient sur le Hoggar <...> Tout cela me donna une mauvaise impression. Je fis remarquer au lieutenant en question combien ces apparences et ces bruits semblaient mal cadrer avec l'optimisme de ses rapports officiels et je lui prescrivis de revenir à la manière forte à la première agression caractérisée. Quelques jours après, il partait en contre-rezzou, devenait fou en cours de route, blessait grièvement un caïd et tuait un de ses chefs du maghzen. Il fut évacué sur le Nord » (1947, p. 56).

À quelques variantes près, cette présentation (essai de négociation avec Atïsi et « folie » de l'officier en poste à In-Salah) se retrouve dans la plupart des écrits consacrés, dans la première moitié du siècle, à la « conquête du Sahara¹⁹ ».

Ainsi Gorrée et Thiout écrivent :

« ... la politique indigène du dernier Chef d'annexe d'In Salah, devenu fou au cours d'un contre-rezzou, n'avait été qu'une suite de conciliations excessives : nous n'en voulons pour preuve que cette réponse extravagante faite par cet officier à Attici qui venait de le menacer de le détruire "par la force ou par la ruse" s'il pénétrait au Hoggar : "Je ne vois pas pourquoi, écrit-il, l'aigle sur son rocher et le lion dans la plaine ne pourraient pas vivre en bonne intelligence si le premier regarde vers l'est et l'autre vers le sud" » (1948, p. 97).

Concernant l'identité du lieutenant en question, tous ces textes restent étrangement muets. Seuls les deux derniers auteurs cités avancent prudemment en note « Si nos informations sont exactes, il s'agirait du lieutenant Lapeyre, placé par intérim, à la tête de l'annexe d'In Salah ». Information confirmée par des lettres de Laperrine publiées ici même (voir lettres 3, 6, 25 et 128), par certains documents conservés aux

19. Lehuraux (1936, p. 122), Gautier (1935, p. 28-29) et Brunon (1967, p. 228). Pour une version plus « romancée », voir Dervil (p. 38-39).

archives d'Outre Mer à Aix-en-Provence²⁰ et enfin par le témoignage du général Tahon qui était en poste à In-Salah à cette époque (voir annexe 2).

Au final, si l'on en croit Lehuraux (1935, p. 97), être chef d'annexe à In-Salah « était en somme un poste peu enviable, que personne ne recherchait ». Dans l'acceptation de Cauvet, il est probable que le poids de ses amitiés ait joué un rôle. En étant chef d'annexe à In-Salah, il se plaçait sous l'autorité de Laperrine et était amené à collaborer avec un autre de ses proches, le futur colonel Pein qui était, depuis 1898, chef de bureau à Ouargla²¹. Cauvet accepta cette nomination

« en posant pour seule condition précise de ne pas passer par Alger avant de gagner sa nouvelle résidence. Il craignait en effet d'y recevoir des instructions précises qui l'eussent empêché de poursuivre un programme déjà établi dans son esprit. Il se rappelait avec trop d'amertume l'interdiction qui lui avait été précédemment faite, lors d'un départ pour El-Goléa, de s'éloigner à plus de quarante kilomètres de sa future résidence. Il voulait éviter de pareilles restrictions dans son nouveau poste » (*ibid.*, p. 97-98).

L'essentiel est bien là. Ce qui réunit Laperrine, Cauvet et Pein est bien un accord politique quant à la stratégie à suivre envers les Touaregs. Alors qu'à Alger domine une politique de prudence, d'attente voire de négociation, eux pensent que seul l'affrontement direct peut amener les Touaregs à composer avec les autorités françaises. La mise en place de cette stratégie ne peut se satisfaire des limites et restrictions imposées par Alger et, pour ces trois officiers, toute occasion devra être saisie pour imposer une politique résolument offensive. Dès 1899, dans une lettre au capitaine Levé, Pein affirme : « Le Touareg obéira à la force ; il y obéira comme l'Arabe, d'une façon parfaite, mais seulement quand il aura constaté qu'il ne peut pas faire autrement. Il faut donc lui prouver, lui montrer notre force... » (*in* Lehuraux 1935, p. 35). Trois ans plus tard, Laperrine ne dira pas autre chose.

20. Notamment une lettre du lieutenant Cottenest, adressée le 16-02-1902 à Laperrine, qui permet de dater et situer (décembre 1901 au sud d'Akabli) le « coup de folie » du lieutenant Lapeyre (AOM, 22H30).

21. Cauvet et Pein se connaissaient bien et avaient déjà travaillé ensemble. En 1896, au bureau arabe de Médéa, Pein avait été l'adjoint de Cauvet. Leurs opinions quant à la politique à mener au Sahara étaient identiques comme le démontrent leur collaboration étroite en 1902-1903 et l'échange régulier de correspondances qu'ils entretenirent alors. Les lettres que Pein adressa à Cauvet sont déposées aux AOM d'Aix-en-Provence (carton 14X), certaines d'entre elles sont reproduites dans la biographie que Lehuraux a consacrée au colonel Pein (1935).

23 mars 1902 : à la tête d'un goum de 130 indigènes, pour l'essentiel originaires du Tidikelt, le lieutenant Cottenest²² quitte In-Salah pour entreprendre ce que la littérature coloniale nomme un « contre-rezzou ». Après plusieurs semaines passées dans l'Ahaggar, non sans y avoir exercé des repréailles contre villages et campements²³, la colonne est attaquée à Tit, le 7 mai 1902, par un important groupe de Touaregs. Lors de ce combat de très nombreux Kel-Ahaggar furent tués. Mais, au-delà de ces pertes importantes, la défaite de Tit constitua surtout un véritable choc psychologique pour les Kel-Ahaggar. En mettant à bas le mythe de leur invincibilité, elle ouvrait de fait, à plus ou moins long terme, leur pays à l'expansion coloniale française.

Deux incidents sont systématiquement présentés comme la cause directe de cette opération. Dans un premier temps, trois Kel-Ahaggar, sous la direction du noble Kel-Ghela, Baba ag Tamaklast, s'en prirent à Mohammed ben Messis et aux quatre hommes d'In-Salah qui l'accompagnaient et les dévalisèrent. Quelques jours plus tard, ce fut la sœur de Mohammed ben Messis, Fatma, qui fut attaquée et razzée par les mêmes hommes.

Si ces deux attaques sont présentées comme la cause directe du raid Cottenest, très rapidement, la plupart des commentateurs mirent en avant la seconde car, selon eux, elle réunissait les caractéristiques même d'une action infamante : agression d'une femme noble, et violence verbale et physique.

Ainsi, dans un texte daté de 1913, Laperrine insiste longuement sur ces faits et conclut :

« L'agression, quoique peu importante, était bien caractérisée. De plus, les paroles prononcées par l'un des principaux nobles Touareg-Hoggar, les voies de fait absolument contraires aux traditions vis-à-vis des femmes targuies nobles, même dans les guerres entre tribus, marquaient bien que derrière Ben Messis et sa sœur, c'était nous qui étions visés » (1913, p. 395).

22. Le 10 mai 1900, Cottenest avait été nommé adjoint de 2^e classe d'abord à Touggourt puis, à partir du 9 juillet, à In-Salah où venait d'être créée une annexe des Affaires indigènes. De Touggourt, Cottenest amena avec lui une équipe de sondeurs et il fut ainsi à l'origine des premiers forages artésiens d'In-Salah.

23. Voir Barrère 1990 et ci-dessous l'annexe n° 4.

De même, Lehuraux soutient que c'est l'attaque de Fatma « qui nécessita notre intervention et valut aux Touareg le sanglant échec qui leur fut infligé à Tit » (1914, p. 299)²⁴.

Pourtant, les écrits de Cauvet et Cottenest eux-mêmes démentent cette version. Tous deux signalent en effet le point suivant : la première attaque fut connue à In-Salah le 15 mars 1902 et la seconde (celle de Fatma) le 23 mars 1902 soit le jour même où Cottenest et sa troupe quittaient In-Salah²⁵.

Autant dire que la décision d'envoyer Cottenest dans l'Ahaggar fut prise bien avant de connaître l'agression contre Fatma ben Messis. En aucun cas, elle ne fut la cause ni même le prétexte de ce raid. Ce n'est que par la suite que cette attaque, vu les formes qu'elle avait prises, fut avancée comme la principale justification de cette opération militaire. La seule attaque contre Mohammed ben Messis a fourni un prétexte jugé suffisant. Laperrine et Cauvet étaient effectivement décidés à s'emparer du premier incident venu pour lancer une opération dans l'Ahaggar. Quelques années plus tard, Laperrine le reconnaîtra sans ambages :

« Il fut convenu avec le capitaine Cauvet <...> qu'à la première agression, à la première insolence, nous reprendrions vigoureusement la manière forte, fermant les marchés du Tidikelt aux caravanes targuies et lançant un contre-rezzou qui irait jusque dans les campements du Hoggar » (1913, p. 394).

Texte parfaitement clair. En désaccord avec la politique qui avait jusqu'alors prévalu, politique qu'ils jugeaient trop attentiste et trop conciliante, Laperrine et Cauvet souhaitaient pouvoir mettre en œuvre une politique offensive, « le coup de poing droit des pête-sec » selon la formule utilisée par Laperrine dans une de ses lettres²⁶.

Dès le printemps 1900, les Touaregs Kel-Ahaggar avaient conduit plusieurs coups de main contre les populations du Tidikelt, désormais

placées sous l'autorité et la protection des autorités d'In-Salah. Laperrine et Cauvet estimaient que la riposte à ces attaques avait été bien insuffisante.

Ainsi, fin avril 1900 des chameaux appartenant aux Ouled Zenane d'Aoulef furent raziés. En juillet 1900, ce sont des gens d'In-Ghar, nomadisant dans le Mouydir, qui sont attaqués et raziés par un groupe de Taïtoq. Le kebir d'In-Ghar, Baba oult Mohammed, fut alors autorisé à conduire un contre-rezzou, qui atteint non seulement les Taïtoq mais aussi des campements Ibottenaten et Ifoghas nomadisant aux environs d'Ouallen. Les Taïtoq agissaient, semble-t-il, sans l'accord de leur chef Sidi ag Akaradji, alors réfugié dans l'Ahaggar auprès de son oncle, l'*amenûkal* Ahitaghel²⁷. Suite à l'attaque de Baba, les Taïtoq quittèrent la région de l'Ahnet et tentèrent eux aussi de se fixer dans l'Atakor, « mais Ahitaghel craignant les inconvénients de leur voisinage les a invités à se retirer²⁸ ». Nombre d'entre eux partirent alors s'installer dans l'oued Afara en territoire Kel-Ajjer. De là, un rezzou d'une vingtaine d'hommes commandés par Amari àg Sidi Mokhammed et El Menir ag Brahim vint enlever, le 12-10-1900, dans les parages d'In-Sokki, des animaux appartenant aux Zoua et aux Oulad Bahamou d'In-Salah²⁹. C'est à cette dernière attaque que Laperrine fait longuement référence dans une de ses lettres (n° 3).

C'est dans cette lettre également que l'on trouve la première mention du raid Cottenest :

« Tu as dû me trouver bien peu machiavélique si tu as lu jusqu'au bout mon rapport sur les relations à avoir avec les Touaregs et cependant tu t'en rendras compte plus tard, c'est le seul système d'agir avec ces gens-là. D'ailleurs ton envoi de Cottenest cadre à fond avec mes idées la-dessus ».

24. Voir aussi Gorrée et Thiout 1948, p. 97.

25. Cauvet 1945, p. 30 et 33 et Cottenest 1988, p. 1 et 2.

26. Voir également ce passage d'une lettre adressée par Cauvet au colonel Pein, lettre écrite le 01-04-1902 soit plus d'un mois avant le combat de Tit. « ... le résultat y est : attaque des Touareg et riposte subite. Nous sommes sur le pied de guerre ; toutes les belles tartines de C... sont à vau-l'eau et le corps d'armée aurait beau me prescrire de rappeler Cottenest, qu'il n'y a rien à faire. » (in Lehuraux 1935, p. 102). Nous n'avons pu consulter l'original de cette correspondance, mais il est vraisemblable que ce C... désigne, soit Chardenet prédécesseur de Cauvet à In-Salah, soit son supérieur hiérarchique, le général Cauchemez, tous deux partisans d'une politique attentiste envers les Touareg, d'une « attitude timide » selon les termes de Laperrine.

27. Voir la lettre adressée, le 1-10-1900, par le général Servièrre au gouverneur général (AOM, 22H30). Dans cette correspondance, Servièrre précise que l'*amenûkal* Ahitaghel « n'approuve pas les agressions des Taïtok contre nos gens ». Quant à Sidi ag Akaradji, « son autorité sur les Taïtok n'est pas suffisante pour les retenir et modifier une situation qu'il n'approuve pas, redoutant les conséquences des actes de brigandage commis par les siens ».

28. Lettre du colonel Cauchemez en date du 15-12-1900 (AOM, 22H30).

29. Dans son livre consacré au raid Cottenest, Cauvet écrit qu'aucune riposte ne fut alors organisée mais que cette attaque impunie joua un rôle déterminant dans la décision des victimes de participer au raid Cottenest (1945, p. 30). En fait l'Annexe d'In-Salah demanda, dans une lettre datée du 19-11-1900, l'autorisation d'organiser un vigoureux contre-rezzou indigène appuyé par « un groupe de 45 saphis sahariens ». Mais le colonel Cauchemez, alors commandant militaire des oasis sahariennes, exprima son opposition à un projet qu'il jugeait « imprudent » (voir la lettre du 15-12-1900, AOM 22H30).

Cette lettre écrite à Adrar est datée du 24-03-1902, soit du lendemain même du départ de Cottenest. Laperrine était donc parfaitement informé de cette expédition et s'il avait eu le moindre désaccord avec cette initiative, il aurait pu sans problème interdire sa mise en route. Pourtant c'est parfois le contraire qui fut écrit, comme dans ces lignes extraites d'une biographie de Laperrine :

« Le capitaine Cauvet rendit compte à Laperrine du départ de son adjoint, mais le plus tard possible, de manière que celui-ci ne pût être arrêté dans sa marche <...> il ne restait donc plus au capitaine Cauvet qu'à agir de son propre chef : ce qu'il fit en prenant toutes ses précautions pour laisser hors du jeu Laperrine... » (Gorrée et Thiout 1948, p. 98-99).

À la rencontre de Cottenest (lettres 9 à 23)

Les quinze lettres réunies dans cette section se rattachent toutes au raid conduit par Cottenest. Sans nouvelles de ce dernier³⁰, Laperrine quittait Adrar le 6 mai 1902 pour se rendre à In-Salah puis, de là, tenter d'opérer la jonction avec Cottenest afin d'assurer son retour et de parer à toute contre-attaque. Du fait des circonstances, certaines des correspondances ci-dessous ne sont que des billets hâtivement griffonnés (au crayon noir) afin d'informer Cauvet, resté à In-Salah, du déroulement des opérations.

À la tête de soixante spahis sahariens, Laperrine quitta Adrar la veille du combat de Tit. Quand, le 15 mai, il fit halte à In-Salah, aucune information n'y était encore parvenue. Les premières mentions du combat de Tit n'apparaissent que dans les lettres 12 et 13. Courriers manifestement écrits très rapidement et sur lesquels ne figure aucune indication de lieu et, sur la seule lettre 12, une indication de date peu précise (15 ou 16 mai).

De fait, ces deux courriers ont dû être rédigés le 16 mai³¹ quand les méharistes envoyés par Cottenest à In-Salah rencontrèrent Laperrine dans les parages d'Hassi el Khenig. Le 10 mai, trois jours après le combat de Tit, la colonne qui entamait son retour vers In-Salah fit halte à In

Amguel. Cottenest profita de cette journée pour écrire un courrier et un premier compte-rendu des derniers événements. Il demanda à deux de ses hommes de porter le plus rapidement possible ce courrier à In-Salah. Ce sont ces deux méharistes qui, le 16 mai³², rencontrèrent Laperrine. Ce dernier prit alors connaissance des nouvelles envoyées par Cottenest et demanda aussitôt à Cauvet d'expédier, par Adrar, un télégramme afin d'informer les autorités supérieures³³.

Si Cauvet et Laperrine décidèrent du raid Cottenest sans consultation préalable de leurs autorités supérieures, c'est bien que tous deux savaient pertinemment qu'une demande officielle n'aurait jamais été acceptée. D'ailleurs, même après le succès de cette expédition, la hiérarchie militaire continua à critiquer cette initiative, qui entraînait en flagrante contradiction avec la politique « attentiste » alors prônée. Laperrine en était parfaitement conscient et, dès le 14-06-1902, il s'attend à un « étouffement bête de l'affaire qui, l'enflure de Cottenest à part, est fort jolie comme raid et résultat » (lettre 18). De fait, c'est une avalanche de critiques qui vont s'abattre sur Laperrine et Cauvet, comme en témoignent nombre de correspondances émanant des autorités politiques et militaires tant d'Alger que de Paris³⁴. Le général Caze, commandant du XIX^e corps d'armée, fut un des plus virulents détracteurs de cette expédition. Dans une lettre adressée le 02-08-1902 au gouverneur général, il se montre particulièrement sévère envers Cauvet. Selon lui, le raid Cottenest était en grande partie improvisé et aurait très bien pu se transformer « en une irrémédiable catastrophe ». Mais c'est surtout l'initiative individuelle du chef d'annexe d'In-Salah qui pose problème : « M. le Capitaine Cauvet n'aurait pas dû mettre cette reconnaissance en marche avant d'en avoir référé à l'autorité supérieure. »

Or, tout le jeu de Laperrine et Cauvet consiste alors, en prenant prétexte des lenteurs et difficultés des communications, à imposer une politique en contradiction avec la plupart des directives émanant de leurs supérieurs. D'où les tensions permanentes si souvent évoquées dans les correspondances de Laperrine à Cauvet. S'il est vrai que les autorités d'Alger et Paris semblent bien souvent ignorer superbement les réalités

30. « Aux oasis, l'on était inquiet du sort du lieutenant Cottenest dont on n'avait aucune nouvelle depuis plusieurs mois. Les bruits les plus pessimistes couraient ; on racontait même par le menu la façon dont il avait trouvé la mort dans un combat singulier contre Attici, et la façon dont le caïd des Oulad-Dahan, Baba, s'était fait tuer en essayant de le défendre. » (Laperrine 1913, p. 397-398).

31. Le courrier n° 13 n'est en fait qu'une petite feuille de papier pliée en quatre sur laquelle Laperrine a griffonné quelques lignes. Il s'agit certainement d'un ajout à la lettre 12.

32. Et non le 18 mai, comme l'écrit Cauvet (1945, p. 106).

33. Ce télégramme, reproduit dans l'ouvrage que Cauvet publia en 1945 (annexe III), est lui aussi daté du 16 mai 1902. Cependant, quelques pages auparavant, Cauvet précise : « Le télégramme, préparé d'après ses indications <= Laperrine>, partit d'In Salah le 20 mai pour Adrar et dut par conséquent arriver à Alger au commencement de juin, c'est-à-dire après le retour de Cottenest » (1945, p. 106).

34. Entre autres exemples, voir la lettre adressée le 9 juillet 1902 par le président du Conseil au gouverneur général d'Algérie (AOM, 22H). On trouve écho de ces différentes critiques dans les lettres de Laperrine (voir notamment les lettres 20 et 21).

sahariennes, s'enfermer dans une crispation hiérarchique et craindre plus que tout un désastre du type Flatters, on ne peut cependant réduire ces conflits à une simple opposition entre « bureaucrates » et hommes de terrain. Au-delà de ce fait, qui a certainement joué un rôle, on est bien en présence de deux stratégies divergentes.

Laperrine n'est pas aussi esseulé qu'il le prétend. Il sait parfaitement sur qui il peut s'appuyer dans le monde politique pour promouvoir ses vues. Ainsi, dès le 14 juin 1902, alors qu'il se trouve toujours en tournée, il écrit à Étienne, député d'Oran³⁵, « le seul appui sérieux des gens qui veulent aller de l'avant » (l. 18). Et, au final, le gouverneur général Révoil prendra sa défense³⁶. Dans sa réponse au courrier du général Caze, ce dernier se range en tout à l'avis du commandant du XIX^e corps d'armée mais termine par cette notable exception :

« Toutefois, en raison de la connaissance approfondie des choses sahariennes de M. le Commandant Laperrine, de sa prudence et des qualités dont il a fourni les preuves, cet officier supérieur, dans certains cas urgents, et dont l'appréciation lui est personnellement réservée pourra prendre en dehors des limites fixées ci-dessus telles mesures qu'il jugerait immédiatement indispensables, sous sa responsabilité et à charge d'en surveiller lui-même l'exécution... »

Après Tit : la tournée Guillo-Lohan et les premières avances de Musa (lettres 24 à 49)

* 1 octobre 1902 : le lieutenant Guillo-Lohan quitte In-Salah à la tête d'un groupe fort de 170 hommes³⁷. Pendant plus de deux mois, ils vont

35. Sur Eugène Étienne, député, sous-secrétaire d'État aux Colonies et membre particulièrement influent du « parti colonial », on pourra se reporter à Ageron 1968 et 1978. Voir également le discours que Lyautey lui adressa en avril 1904 lors de son passage à Beni-Ounif (1927, p. 40).

36. Dès le 25 juin, Laperrine annonçait à Cauvet : « ... une lettre particulière de Letord me dit qu'au gouvernement on est content et on veut brusquer mon rattachement direct... » (l. 21).

37. À la différence de Cottenest, Guillo-Lohan n'était pas le seul Français participant à cette expédition. Les fantassins formaient deux pelotons respectivement commandés par le sergent Boucard et le sergent Rousseau. Les méharistes étaient également répartis en deux pelotons sous les ordres du maréchal des logis Feldmayer et du maréchal des logis Duilhé. Enfin, le caporal Guillot dirigeait le convoi qui transportait l'eau, les vivres et la réserve de munitions.

parcourir l'Ahaggar, et même pénétrer dans sa partie centrale et montagneuse, l'Atakor. Un coup de main d'un groupe de Kel-Ahaggar contre des troupeaux des Ouled Dahane pâturant dans le Mouydir aurait constitué la première cause (ou prétexte ?) de cette tournée. Et ce d'autant plus que « cet acte d'hostilité semblait corroborer divers bruits qui couraient alors dans le Tidikelt et qui représentaient les Kel-Hoggar comme se concentrant à In Amdjel, en vue d'une action commune contre In-Salah » (Guillo-Lohan 1903, p. 205).

C'est Cauvet lui-même qui donna l'ordre de marche à cette colonne. Tout indique cependant que Laperrine en fut prévenu mais que, comme pour le raid Cottenest, les deux hommes s'arrangèrent pour placer leurs autorités hiérarchiques devant le *fait accompli*. D'ailleurs, ce coup de force inquiète quelque peu Cauvet car l'ordre donné à Guillo-Lohan est en contradiction flagrante avec les directives d'Alger, qui préconise une politique attentiste et demande qu'aucune marche en avant ne soit entreprise (voir lettres 35, 36 et 39). Laperrine appliquera sa tactique habituelle : dans un premier temps, se montrer peu prolix dans sa correspondance avec ses supérieurs puis prétexter, par la suite, que les instructions et contrordres d'Alger sont arrivés trop tard pour pouvoir être appliqués (voir lettre 35). Dans une lettre datée du 13 décembre 1902, le colonel Pein, de retour d'un séjour de deux mois en France, écrit à Cauvet : « On ignorait à Paris le départ de Guillo-Lohan ; à Alger, on ne m'en a pas soufflé mot ; je crois que votre façon de procéder les abrutit complètement ; au corps d'armée, ils ne savent que penser ou que dire. » (*in* Lehuraux 1935, p. 127)

Diverses correspondances émanant des supérieurs hiérarchiques de Laperrine se montrent particulièrement critiques envers les décisions prises par Cauvet et le rappel de celui-ci sera alors demandé. Ainsi, dans une lettre que le général Caze, commandant du XIX^e corps d'armée, adresse au gouverneur général d'Algérie, le 12-10-1902, on peut lire :

« Il me semble que M. le Capitaine Cauvet n'avait pas qualité pour faire exécuter à semblable distance la mesure de police qu'il a prescrite. Je reconnais qu'il n'avait pas, à la date où M. Guillo-Lohan est parti, eu connaissance des prescriptions de votre dépêche du 22 août-n° 125. Mais il est des imprudences dont, à défaut de textes précis, le bon sens et la réflexion doivent préserver nos officiers de l'Extrême-Sud. <...> Pour ces considérations, je crois devoir demander le retour de M. le Capitaine Cauvet et son remplacement dès que son successeur aura été désigné. » (AOM, 22H49)

A contrario, les correspondances émanant du gouvernement général insistent sur les qualités de Cauvet et, en ce sens, confirment la remarque de Laperrine : « ... le gouverneur me soutient ferme contre le corps d'armée... » (lettre 35).

La tournée Guillo-Lohan s'inscrit dans la droite ligne du raid Cottenest. En intervenant au cœur même de l'Ahaggar, il s'agit de contraindre le plus grand nombre de Kel-Ahaggar à accepter l'idée d'une « soumission » à la puissance coloniale française. Cet objectif a aussi pour conséquence, aux yeux des militaires d'In-Salah, de cliver la société Kel-Ahaggar en deux grands groupes : ceux qui, derrière Afisi, sont considérés comme d'irréductibles opposants et ceux qui, se plaçant sous l'autorité de Mûsa ag Amastân, s'engagent dans une politique de rapprochement. La montée en puissance de Mûsa n'avait pas échappé en effet aux autorités françaises qui, *avant même le combat de Tit*, l'avaient choisi comme l'homme sur lequel il fallait s'appuyer. Quand la colonne dirigée par Cottenest s'apprête à quitter In-Salah, quelques Dag-Ghâli se trouvent de passage dans cette oasis. Ils sont alors renvoyés dans l'Ahaggar chargés de lettres pour les principaux notables. Dans ces correspondances figurent deux points principaux. Le premier est l'annonce que les marchés du Touat sont désormais fermés aux Kel-Ahaggar. Le second est ainsi résumé par Cauvet :

« ... ils étaient prévenus que nous ne voulions plus avoir la moindre relation à l'avenir avec leur Amenoukal actuel et avec ceux de leurs notables qui avaient pris part au massacre de la Mission Flatters. Les seuls autorisés à entrer en relations avec nous étaient Khïar ag Adjier, homme honorable, mais déjà usé, et son neveu Moussa ag Amastane. » (1945, p. 41)

Dans un tel contexte, il est dès lors facile à Guillo-Lohan de se réclamer des consignes de Laperrine : politique de fermeté envers les opposants et d'« apprivoisement » envers les populations ralliées ou encore dans l'expectative. À cet égard, la conclusion de son rapport est caractéristique :

« L'acte d'hostilité des Touareg, cause première du contre-rezzou, avait reçu son châtement. Un des auteurs de la razzia avait été tué, ainsi que quelques-uns des Issakamaren qui s'étaient solidarisés avec les voleurs. Ils appartenaient à cette fraction des tribus touareg qui, sur le versant est de la Koudia, gravite autour de Tissi et des irréconciliables, et en reçoit ses inspirations. Par contre, lorsque nous avons eu acquis des preuves indéniables des efforts tentés par Moussa ben Amastane pour

rallier ses partisans à des idées de conciliation, et que nous avons su qu'il avait trouvé un écho chez les populations du versant ouest de la Koudia, nous avons ménagé les gens de cette région. Persuadé qu'ils nous connaissaient mal, nous nous sommes attachés à leur faire comprendre que nous n'usions de notre force que contre les fauteurs de désordre, et nous avons cherché toutes les occasions de les inciter à persévérer dans la voie de la soumission où ils paraissaient s'engager. Chaque jour rend plus nécessaire la soumission du Hoggar ; elle deviendra sous peu une question de vie ou de mort pour ses habitants. » (AOM, 22H49)

* Suite directe du raid Cottenest et du combat de Tit, dès août 1902, Mûsa ag Amastân écrit à Cauvet pour négocier la paix et le libre accès aux marchés du Tidikelt. Le 22 août 1902, Laperrine envoie le télégramme suivant au général Servièrre :

« Répondant à lettre du Capitaine Cauvet disant 1° voulions liberté routes Sahara pour Européens et étions prêts à la faire respecter de vive force, 2° Marchés Tidikelt resteraient fermés jusque excuses pour agression contre lieutenant Cottenest, Moussa ben Amassane, au nom djemaa Touareg Hoggar, dit demander paix et se rendre In Salah au moment récoltes dattes. - Avons répondu que marchés Tidikelt seraient ouverts de nouveau après cette visite. Attici avec quelques tentes s'est réfugié chez Azgueur. J'avais plusieurs fois dit ainsi que Capitaine Cauvet notre répugnance à traiter avec assassins Colonel Flatters. » (AOM, 22H49)

Les autorités françaises, qui voient en Mûsa leur interlocuteur privilégié, la force sur laquelle il faut s'appuyer contre Afisi et sa politique de résistance, vont dès lors tout faire pour renforcer son influence chez les Kel-Ahaggar. Dans une lettre du 14 septembre 1902, le général Servièrre résume ainsi la politique suivie par ses subordonnés hiérarchiques dans le Sud algérien :

« Le Commandant Laperrine et le Capitaine Cauvet ont intentionnellement fait répandre le bruit chez les Touareg qu'il leur répugnait de traiter avec les assassins du Colonel Flatters. La Djemaa des Hoggar qui connaissait cette répugnance et qui voulait la paix a, par suite, écarté Attici qui était compromis dans ce meurtre et a mis en avant son rival Moussa Agamastane, ce qui facilitera à l'avenir les négociations³⁸. »

38. Dans une correspondance du gouvernement général en date du 28-02-1903, on peut également lire : « Le Chef de l'Annexe d'In Salah avait très habilement fait répandre le bruit qu'il ne consentirait jamais à traiter avec les assassins du colonel

Au vu de certaines des lettres de Laperrine (n° 36 et 38), malgré les courriers qu'il recevait du chef Kel-Ahaggar, Cauvet douta fortement, fin 1902, de la sincérité de Mûsa et ce au point de rompre ses relations avec lui. Dans le rapport mensuel de l'Annexe d'In-Salah (période du 21 août au 20 septembre 1902), on peut lire :

« La situation politique paraît mauvaise à l'extérieur. Les Touareg Hoggar continuent à faire courir le bruit qu'ils veulent faire leur soumission, mais différents indices permettent d'ores et déjà de croire le contraire et qu'ils veulent plutôt faire un effort désespéré contre nous. D'abord leurs chefs ne sont pas encore venus traiter de la paix ce qu'ils n'auraient pas manqué de faire s'ils avaient été sincères, le moment approchant où les Touaregs viennent habituellement faire leurs achats de dattes au Tidikelt. En outre, le départ de Si El Abidin allant porter des présents aux Berabers pour une action commune, les bruits qui circulent dans l'Adrar au sujet des intentions des Berabers et Touareg coalisés, et enfin le rezzou des Azguezers qui s'est avancé dernièrement jusqu'à Insokki signifient clairement que les chefs des Hoggar ne pensent plus à faire la paix et qu'ils ne temporisent que pour chercher à entraîner contre nous les Azguezers et les gens de l'Adrar. » (AOM, 22H49)

Il est d'ailleurs significatif que ce soit à la même période que se décida l'expédition de Guillo-Lohan. *A contrario*, fort de son expérience touarègue au Soudan, Laperrine se montre plus optimiste et regrette cet arrêt momentané des négociations. Il semble sur ce point se fonder sur une meilleure connaissance du monde touareg. Ainsi, dans sa lettre du 2 octobre 1902, il met Cauvet en garde sur le fait que « chez les Touaregs, le chef n'est pas absolu, il a besoin de palabrer, d'envoyer des émissaires dans les divers campements... ».

Cauvet reprendra assez vite, semble-t-il, ses relations avec Mûsa. Ainsi, après l'expédition de Guillo-Lohan, des lettres seront échangées entre les deux hommes durant toute l'année 1903³⁹. Dans toutes ces correspondances, Mûsa insiste sur son désir de paix et de sécurité et demande avec insistance la réouverture des marchés du Tidikelt pour les Kel-Ahaggar qui se rangent dans son camp. Mais, bien que confirmant sans cesse son désir de rencontrer l'officier français, il ne se rendra pas à In-Salah durant cette période et c'est le successeur de Cauvet, le capitaine Métois, qui l'y recevra en janvier 1904.

Flatters. Cette attitude avait eu pour résultat d'augmenter parmi les Hoggar l'influence de Moussa ag Amastane » (AOM, 22H30).

39. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs reproduites en annexes (n° 5 à 9).

La soumission des Touaregs Kel-Ahaggar (lettres 50 à 72)

La rencontre d'In-Salah

Mai 1903, le capitaine Métois⁴⁰ rejoint le Tidikelt où, en tant que chef d'annexe, il doit remplacer Cauvet qui quitte In-Salah pour prendre le commandement du cercle de Touggourt.

Dès son arrivée, Métois poursuivra les contacts que son prédécesseur avaient établis avec Mûsa. Le 26 août 1903, Laperrine peut ainsi écrire à Cauvet :

« À In Salah, cela va très bien du côté des Touaregs, les dernières lettres de Moussa sont parfaites, il dit ce qui doit être vrai qu'il n'ose s'absenter parce qu'il n'est pas assez sûr de tout son monde. Il est en train de faire rendre des pûises faites sur une caravane de Tripolitains⁴¹ ... »

Mais, pour convaincre Mûsa de venir rencontrer les autorités françaises à In-Salah, Laperrine et Métois vont également utiliser les notables du Tidikelt. Ces derniers, notamment El Hadj Bilou pour les Ahl Azzi⁴² et Si Moulay Omar pour les Chorfa, n'étaient pas sans influence chez les Kel-Ahaggar. De plus, les rivalités qui opposent de longue date ces deux groupes (Ahl Azzi et chorfa) créent entre eux une compétition dont l'autorité coloniale saura tirer profit. Dans une lettre datée du 2 décembre 1903, Laperrine en informe Cauvet : « Au Tidikelt, il y a lutte acharnée entre Bilou et Moulay Omar. Si Métois sait en tirer parti cela ira tout seul, c'est à qui réussira le mieux. Bilou veut Moussa, Moulay relance les Ifoghas, c'est la course. » Cette utilisation des notables du Tidikelt, Laperrine l'avait évoquée dès 1902⁴³. Il pensait alors plus particu-

40. Le capitaine Florent-Alexis Métois, né en 1868 à Ayrion dans la Vienne, était officier d'infanterie. Avant d'être nommé à In-Salah, il avait participé à la Mission Foureau-Lamy qui, partie d'Ouargla le 22 octobre 1898, avait atteint le lac Tchad le 21 janvier 1901.

41. Voir ci-dessous, annexe n° 7, la lettre de Mûsa ag Amastân parvenue à In-Salah le 23-08-1903.

42. Les Ahl 'Azzi (ou Kel-Ghezzi dans l'Ahaggar) font partie de ces groupes de berbères sahariens qui formèrent les Almoravides d'où leur nom générique de Mrabtines. Résidant au Touat-Tidikelt ils se prétendent originaires du Tafilalet. Ils entretiennent depuis longtemps des relations privilégiées avec les Kel-Ahaggar. À la demande de ces derniers, à la fin du XIX^e, un certain nombre de Ahl 'Azzi sont venus s'installer dans l'Ahaggar pour y cultiver, grâce au système des *foggaras*, les terrasses alluviales. Voir notamment Voinot 1909 et Gast 1986.

43. Voir la lettre 37 (octobre 1902) : « Je voudrais que Moulay Omar recommence avec Moussa ag Amastane ce qu'il a fait avec Badjeloud. »

lièrement à Mouley Omar, chorfa et caïd d'Akabli. Ce dernier avait joué un rôle important dans le ralliement des Kel-Ahnet et il fut l'intermédiaire qui permit à Cauvet d'entrer en relation épistolaire avec Mûsa. Mais il semble que Mouley Omar ait été davantage influent chez les « Touaregs de l'Ouest » (Ifoghas, Taytoq, Kel-Ahnet) qu'auprès des Kel-Ahaggar ralliés à Mûsa. Aussi, c'est à son rival Hadj Bilou que Métois, à la demande même de Mûsa, confia la mission de se rendre en Ahaggar pour y rencontrer le chef Kel-Ahaggar⁴⁴. But avoué : convaincre Mûsa et les siens de la nécessité de se rendre à In-Salah pour y négocier avec les autorités françaises.

Dans son rapport, Hadj Bilou présente ainsi ces événements :

« Dans les premiers jours du mois de mai 1903, le nommé Chernach, hartani de Moussa ag Amastan arrivait à In Salah portant de la part de son maître plusieurs lettres <...> dans celle qui m'était adressée, Moussa me disait qu'il désirait se rencontrer avec moi dans le but de faire la paix. » (AOM, 22H30)

Version confirmée par le capitaine Métois qui précise que Mûsa lui avait demandé

« de lui envoyer le caïd El Hadj Ahmed ben Mohammed Bilou, qui, en sa qualité d'Ahl Azzi, était susceptible d'inspirer confiance aux Touareg. Moussa savait bien qu'il pouvait avoir confiance dans les Français, mais il était utile de le faire comprendre à tous les siens avant de faire une démarche décisive. Bilou, pensait-il, pourrait vivement le seconder et <...> l'aider à faire pénétrer chez les Touareg l'idée de la soumission » (1906, p. 17).

44. Tout indique en effet que Mûsa lui-même avait souhaité que Bilou se rende dans l'Ahaggar. Mais ce choix correspondait aussi aux idées de Métois. Ce dernier portait un jugement très critique sur l'utilisation de religieux musulmans du Touat-Tidikelt pour entrer en contact avec les Kel-Ahaggar. De plus, la question des rapports entre Arabes et Touaregs, rapports toujours conflictuels selon lui, est évoquée dans tous ses écrits (voir notamment 1907, p. 339). Cette insistance s'accompagne d'un éloge particulièrement appuyé des Ahl 'Azzi. Selon lui, ces derniers auraient depuis toujours entretenus des relations privilégiées avec les Kel-Ahaggar et ainsi assurés un rôle d'intermédiaires entre le pays touareg et les oasis du Touat. Cette vision n'est pas sans incidence sur ses choix. Durant son passage à In-Salah, Cauvet avait largement utilisé les services du chérif, Mouley Omar, caïd d'Akabli. Or, un tel personnage cumule deux inconvénients majeurs au yeux de Métois : celui d'être un religieux et un arabe. D'où son choix de son concurrent direct : le caïd Bilou des Ahl 'Azzi.

Dans ses lettres (voir n° 57, 58, 61 et 69), Laperrine ne donne finalement que peu de renseignements sur cette mission même. Il insiste plus particulièrement sur les rumeurs circulant alors au Tidikelt et sur la rivalité opposant Bilou à Moulay Omar. Pourtant, nul doute que le rôle de Bilou fut déterminant dans la conduite alors adoptée par Mûsa.

C'est le 21 janvier 1904 que ce dernier, accompagné d'une importante délégation Kel-Ahaggar, arrive à In-Salah. Il y séjourna jusqu'au 14 février et y eut plusieurs entretiens avec le capitaine Métois. Laperrine apprend cette nouvelle à Cauvet dans une lettre datée du 3 février 1904⁴⁵. Reprenant les informations que lui a transmises Métois, il y insiste sur la fermeté et le pacifisme du chef touareg. Mais le point sur lequel il revient le plus fréquemment dans toutes ses lettres est bien son refus de quitter Adrar pour se rendre à In-Salah afin d'y rencontrer Mûsa. Aux yeux de Laperrine, il s'agit là d'une question de principe :

— « Moussa est à In Salah, quelques jours plus tard il m'y trouvait mais je n'ai pas voulu avoir l'air d'aller le voir, lorsqu'il ne se dérange pas pour me voir. » (l. 63)

— « Moussa ne veut plus quitter In Salah, il se prolonge et me fait retarder ma tournée car je ne veux pas avoir l'air de lui rendre visite. » (l. 65)

— « Moussa a passé près d'un mois à In Salah, j'avais bien envie d'y aller, mais j'aurai eu l'air d'aller lui présenter mes hommages. » (l. 67)

De fait, durant tout le temps que Mûsa demeura à In-Salah il n'eut qu'un seul interlocuteur : le capitaine Métois. Les entretiens entre ces deux hommes débouchèrent sur la signature commune d'un texte que nous reproduisons en annexe (n° 12).

Ce document est porteur d'un certain nombre d'ambiguïtés. Mûsa ag Amastân y est présenté comme *amenûkal* des Kel-Ahaggar alors qu'à cette date, il ne peut se prévaloir de ce titre dont il ne sera investi par les autorités françaises qu'en 1905. Bien que politiquement dépendant des autorités coloniales, on semble lui reconnaître (point n° 2) une autonomie importante⁴⁶. Surtout, il n'est à aucun moment fait explicitement mention d'une soumission des Kel-Ahaggar. Fait significatif : il est soigneusement

45. Métois avait également envoyé une lettre à Cauvet pour lui annoncer l'arrivée de Mûsa à In Salah. Cette correspondance est reproduite, sans mention de date, dans des ouvrages et articles de Lehuraux (voir notamment 1936, p. 149-150 et 1970, p. 31-32).

46. Dans une lettre à Laperrine (10 février 1904), rendant compte de ses entrevues avec Mûsa, le capitaine Métois précise : « J'ai alors ajouté que pour tout le reste, le Gouvernement Français ne désirait que le bien des imouhar comme de tous ses autres sujets, et qu'il les laisserait s'administrer intérieurement à leur guise. » (AOM, 22H30. Souligné par nous)

évitée toute référence à un quelconque impôt, même symbolique, comme à toute possibilité d'installation française dans l'Ahaggar. La mise en avant principale restant celle de la liberté de circuler et de commercer (points n° 1, 4 et 9).

Le capitaine Métois était d'ailleurs parfaitement conscient de ces ambiguïtés. Quand le 10-02-1904 il expédie une copie de ces « Instructions » à Laperrine, il précise dans une lettre accompagnant son envoi :

« Sans doute, on aurait pu obtenir dans les conditions actuelles, une soumission plus étroite que celle que font ressortir les instructions ci-jointes. Mais pour demander une soumission plus étroite, il fallait avoir l'intention de donner à tous les actes hostiles qui pourraient encore se produire une sanction. Il ne m'a pas semblé que telles fussent actuellement les intentions gouvernementales. J'ai donc cherché une solution provisoire, mais d'un provisoire capable de durer aussi longtemps que les incertitudes sur ce qu'on veut faire du Sahara. <...> on a vu ailleurs quels résultats pouvaient parfois amener une précipitation trop grande et les Touareg constituent certainement une des populations les plus méfiantes, pour ne pas dire la plus méfiante. Pour ne pas enlever toute influence à son chef actuel, il faudra sans doute au début une grande modération dans la protection que nous lui accordons. Telles sont les idées dont je me suis inspiré dans cette circonstance. Je les crois justes en ce moment, sans me dissimuler qu'elles cesseraient de l'être le jour où on ne reculerait pas devant l'occupation du Ahaggar. » (AOM, 22H30)

Politique prudente justifiée tant par le caractère attribué aux Kel-Ahaggar que par la situation régnante. Si l'influence de Mûsa semble de plus en plus importante, Atîsi et ses partisans sont loin d'être réduits à l'impuissance et toute erreur pourrait voir leur camp et la ligne politique qu'ils représentent reprendre le dessus. Dans l'important rapport qu'il rédigea suite à sa tournée de 1904 (mai-septembre), le lieutenant Roussel revient plusieurs fois sur ce point. Il écrit dans sa conclusion : « Des renseignements que j'ai recueillis et de ce que j'ai pu constater moi-même, il est évident qu'Ettici a encore une influence assez considérable, mais il est non moins certain que cette influence diminue chaque jour. » (AOM, 22H67)

Ce n'est pas là le seul flou des négociations d'In-Salah. Bien d'autres questions n'y ont pas reçu une réponse définitive : attitude des autorités coloniales par rapport à la personne même d'Atîsi, problème du rattachement des Ifoghas, relations entre Kel-Ghela et Taytoq et entre Kel-Ahaggar et Kel-Ajjer notamment. Autant de problèmes auxquels seront

bientôt confrontées les autorités d'In-Salah et notamment le capitaine Dinaux lors de l'importante tournée qu'il dirigea en mai-octobre 1905 (voir l. 73 et Pandolfi 1998b).

Laperrine, Métois, Chardenet et les autres

Ne s'étant pas rendu à In-Salah pour y rencontrer Mûsa, Laperrine espérait cependant pouvoir s'entretenir avec le chef Kel-Ahaggar lors de la tournée qu'il entreprit de mars à juin 1904. Mais cette rencontre au sommet ne put avoir lieu et, pour Laperrine, le coupable n'est autre que Métois.

« Grâce à Métois qui a manœuvré en eau trouble, je n'ai pas vu Moussa qui s'est fait porter malade. D'ailleurs j'ai su que c'est déjà lui qui l'a empêché d'aller à Adrar comme il voulait le faire. Je fais l'imbécile pour y voir plus clair puis je me fâcherai si j'ai suffisamment de preuves en main... » (l. 69)

Dès juin 1904, les rapports entre Laperrine et Métois sont de plus en plus tendus et l'opposition entre ces deux hommes, qui jouent alors un rôle crucial au Sahara central, ne va pas tarder à apparaître au grand jour. Outre de possibles incompatibilités personnelles, tous deux se rattachent manifestement à des univers idéologiques opposés. Le capitaine Métois, lorsqu'il entra aux Affaires indigènes en 1902, était précédé d'une double réputation. Celle d'un brillant officier qui a participé à la mission Foureau-Lamy, mais aussi celle d'un franc-tireur qui dans un milieu militaire fortement marqué par un catholicisme traditionnel affirme haut et fort ses convictions républicaines et anticléricales⁴⁷.

47. Quand, lors de sa tournée de mars-juin 1904, Laperrine décida d'emmenner avec lui le Père de Foucauld, il se montra très inquiet des possibles incompréhensions qui pourraient surgir entre les deux hommes. Il ignorait, semble-t-il, que Foucauld et Métois avaient déjà eu l'occasion de se rencontrer en février-mars 1903 à Beni-Abbès. Malgré leurs opinions philosophiques et religieuses opposées, l'entrevue fut très cordiale si l'on se réfère à un article postérieur (*in* journal *La Griffé* 1933) de Métois : « <...> je n'étais pas fâché de recueillir l'avis de Charles de Foucauld. Aussi mon premier moment de liberté, en arrivant à Beni-Abbès, lui fut-il consacré. Je me rendis donc à son ermitage et il me reçut avec la plus grande cordialité. Pour éviter tout malentendu entre nous, je crus l'avertir de mon état d'esprit quant aux croyances catholiques et préciser que mon hommage n'allait pas au moine, mais à l'éminent explorateur du Maroc, au Maître en exploration à qui le modeste élève inconnu que j'étais venait demander une leçon. Charles de Foucauld ne se formalisa nullement de ma profession de foi a-religieuse. Il me prouva d'ailleurs qu'il n'était pas aussi retiré de la vie publique qu'aurait pu le faire croire son existence solitaire... Il était parfaitement au courant de ce qui se passait dans le monde musulman, et même mes communications à la Société de Géographie d'Alger ne lui avaient pas échappé. Aussi

Il est également vraisemblable que, vu leurs ambitions, une véritable compétition existait entre Laperrine et Métois. Sur un point au moins, ils pouvaient se trouver en concurrence : qui réussirait le premier la jonction entre les forces « algériennes » et les forces « soudanaises » ?

Trois ans auparavant, un projet de liaison entre Algérie et Soudan avait déjà été proposé. L'initiateur en était Reibell et un des hommes clés de cette opération devait être Métois lui-même. Quant à Laperrine, il était mis sur la touche. Certes cette tentative avorta mais il est probable que Laperrine en ait gardé quelque rancœur envers Métois, dont les liens d'amitié avec Reibell étaient connus de tous (Pandolfi 1998b et l. 56).

Cependant, le différend entre Métois et Laperrine ne peut s'expliquer par ces seules divergences idéologiques ou par ces rivalités d'ambition. Plus importante nous paraît en effet l'opposition qui, très tôt, se manifeste entre ces deux hommes au sujet de la politique à conduire envers les populations du Sahara central.

Dès les tout débuts de Métois à In-Salah, des désaccords apparaissent entre les deux hommes notamment en ce qui concerne le choix d'un chef pour le groupe des Touaregs de l'Ouest⁴⁸. Métois proposait de s'appuyer sur Badjeloud, chef (*amghar*) des Kel-Ahnet, qui, le premier parmi les Kel-Ahaggar, s'était rendu à In-Salah pour y signifier la soumission des siens aux autorités françaises. Laperrine porta lui son choix sur un noble Taytoq : Aziouel ag Seghada (voir l. 62).

« Badjeloud était venu à In Salah faire acte de soumission, et à ce titre méritait quelques égards ; mais le commandant ne l'avait pas trouvé assez décoratif et avait confié le pouvoir à Aziouel ag Seghada. Sans doute, Aziouel était noble, et Badjeloud ne l'était pas. <...> Quelle que fût mon opinion sur le choix d'Aziouel, comme *amghar*, je n'avais qu'à m'incliner devant sa désignation. » (Métois 1906, p. 17-23)

Ce serait donc parce que noble (et plus « décoratif » !) que Laperrine aurait préféré Aziouel à Badjeloud. C'est là le signe d'un véritable désaccord. Métois propose de ne pas tenir compte de la hiérarchisation propre à la société touarègue, voire, quand cela est possible, de tenter de la détruire. Laperrine estime politiquement plus rentable de ne pas bouleverser (dans un premier temps au moins) cet ordre hiérarchique. Mais il est également évident que sous la plume de Métois ce passage révèle une

autre critique : celle de la communion idéologique existant entre un Laperrine et les nobles Kel-Ahaggar⁴⁹.

Cependant, c'est bien suite aux entrevues d'In-Salah que ces divergences de vue se transformèrent en conflit plus ou moins ouvert. Que reproche Laperrine à Métois ? La divergence principale porte, semble-t-il, sur la politique à suivre envers les Kel-Ahaggar : doit-on, suite au combat de Tit, les traiter en vaincus devant – de gré ou de force – se soumettre corps et biens à la France ou peut-on, du moins dans un premier temps, considérer Mûsa comme le représentant d'un groupe défait militairement mais gardant néanmoins une autonomie politique ?

Il semble que la réception de Mûsa à In-Salah fut brillante. Dans une lettre où il déplore le peu de crédits affectés au Tidikelt, Laperrine rapporte à Cauvet que Métois « ... a fait à Moussa une réception de 4 800 F ! » (l. 70)⁵⁰. Mais cette critique, plus ou moins voilée, contre la forme même qu'a prise la réception d'In-Salah, va bien au-delà d'un simple problème d'utilisation des fonds publics. Ce qui est en jeu ici c'est le statut même de Mûsa et l'appréhension politique de sa venue à In-Salah. C'est dans une lettre que Dinaux (alors chef de l'Annexe d'In-Salah) adresse le 15/03/1905 à Laperrine qu'apparaît le plus nettement cet enjeu :

« ... la réception de Moussa en janvier 1904 a dépassé la juste mesure ; l'impression qui en reste maintenant est que l'entrée de Moussa à In Salah fut celle d'un triomphateur ou d'un puissant souverain : les indigènes du Tidikelt n'ont pas vu de soumission publique ni de cérémonie d'investiture ; ils ont assisté à la lecture d'un traité de paix où la France et les Ahaggar prennent des engagements réciproques... » (AOM, 22H68)

Finalement tout est ici énoncé. Ce qui est principalement reproché à Métois est d'avoir considéré et traité Mûsa et les Kel-Ahaggar non pas comme des sujets devant se soumettre à la France mais bien comme des partenaires placés quasiment sur un pied d'égalité. La manière dont

49. Et cela, même si en la personne d'Aziouel se « réalise le type du Targui suivant une certaine école : menteur, pillard et traître. C'est l'homme du beau coup de sabre et de toutes les sottises » (*ibid.*, p. 18).

50. D'ailleurs dans son ouvrage sur *La soumission des Touaregs du Nord*, Métois revient sur ce point et essaye manifestement de se justifier : « Il (= Mûsa) arrivait avec une allure de chien fouetté qui justifiait de ma part toutes les exigences. Je me montrai magnanime. J'envoyai au devant de lui l'officier interprète Durand, avec une escorte de cavaliers et de méharistes, pour lui souhaiter la bienvenue. L'empressement de la population d'In-Salah, qui tout entière formait la haie, sans que l'ordre en eût été donné, montrait, d'autre part, l'importance que cet événement avait pour la région. »

s'était-il réjoui de ma désignation pour le commandement d'In Salah... ». De son côté, Foucauld avait su apprécier à sa juste valeur le capitaine Métois comme l'indiquent quelques notations du *Carnet de Beni-Abbès* (1993, p. 130) et surtout des extraits de lettres inédites citées par M. de Suremain (1994).

48. Ensemble constitué des nobles Taytoq et des groupes tributaires qui leur sont rattachés : Kel-Ahnet et Tégehé-n-Efis principalement.

Dinaux rend compte, dans le rapport de sa tournée de 1905, des entrevues d'In-Salah en 1904 est à cet égard très significative :

« Moussa ag Amastane, chef du parti de la paix du Ahaggar, était venu à In Salah en 1904 avec une suite nombreuse et imposante ; il en était reparti après une réception brillante, et muni d'un traité en bonne et due forme, par lequel le chef d'annexe d'In Salah et lui prenaient des engagements réciproques au sujet de la sécurité et de la répression des délits. Moussa s'était aussitôt retiré dans l'Adrar, où il habitait depuis plusieurs années ; connu et estimé dans tout le Sahara <...> il put augmenter encore sa popularité en annonçant partout <...> le pacte qu'il venait de conclure avec nous, et qu'il sut présenter comme un succès diplomatique, réservant l'indépendance des Touareg et leur garantissant le libre commerce. »

D'où une situation pour le moins problématique :

« Les Touareg voulaient bien reconnaître que Moussa avait "fait le bien et la paix" avec nous ; mais ils ne se considéraient pas comme nos sujets. Il en résultait une situation ambiguë, fautive, peu flatteuse pour nous malgré le contre-rezzou de 1902, et que les indigènes du Tidikelt jugeaient sévèrement. Car, conquis eux-mêmes très durement en 1900 et assujettis à l'impôt, ils déduisaient de notre attitude que nous ne pouvions ou n'osions agir de même vis-à-vis des Touareg. »

En 1904, aucun impôt ne fut exigé pour consacrer la soumission des Kel-Ahaggar et cela entraînait manifestement en contradiction avec le souhait de Laperrine comme Métois lui-même le reconnaîtra : « ... un malentendu regrettable m'avait amené à me montrer magnanime vis-à-vis de Moussa ag Amastane, alors que le commandant Laperrine aurait voulu lui faire payer l'impôt » (1906, p. 52). Cette question de l'impôt comme « signe palpable de la soumission » sera un des objectifs premiers de la tournée Dinaux. « ... il s'agissait de remettre au point la soumission de Moussa ag Amastane faite à In Salah et de bien établir que c'était une soumission et non une alliance. Il fallait faire accepter par les tribus un léger impôt qui fût une marque tangible de cette soumission » (Laperrine 1913, p. 405).

Autre point de désaccord enfin : l'attitude à adopter envers Atîsi ag Amellal. Dans le petit livre que le capitaine Métois publie en 1906, Atîsi n'est pas particulièrement bien traité. La plupart des traits récurrents à la littérature de l'époque s'y retrouvent (1906, p. 11, 13 et 41). Quand

Métois narre la venue de Mûsa à In-Salah et les entrevues qu'il eut alors avec ce dernier, aucune mention particulière n'est faite d'Atîsi. Pourtant il paraît évident qu'il fut alors question du sort à réserver à celui qui à cette date est encore l'*amenikal* des Kel-Ahaggar. Dans certains écrits, il est d'ailleurs avancé que Métois aurait plus ou moins assuré à Mûsa qu'Atîsi ne serait pas inquiété par les autorités coloniales⁵¹. Mais c'est surtout dans nombre de documents d'archives qu'est confirmé l'*aman* alors accordé. Enfin, Métois lui-même nous a aussi laissé un écrit particulièrement révélateur sur ce sujet. Dans cet article, paru en 1950, il précise que son livre de 1906 a été censuré⁵² et il présente ainsi sa première entrevue avec Mûsa : « Moussa prit le premier la parole pour me parler d'Etissi, dont il n'était, me dit-il, que le délégué » (1950, p. 14). Quant à Métois, il répond ainsi à l'invite de Mûsa :

« Personnellement, je n'y verrais pas d'inconvénients. Je sais quel a été le rôle exact d'Etissi dans l'assassinat de Flatters et que, à ce moment-là, il a rempli tout son devoir. Je n'ai donc aucune rancune contre lui. Tu peux lui dire de ma part qu'il peut vivre paisiblement dans l'Ahaggar et que, tant que je serai ici, personne ne fera quoi que ce soit pour lui créer des ennuis. Mais je ne suis pas encore sûr d'avoir convaincu tous mes chefs de la vérité. Et, si je proposais de reconnaître Etissi comme amenokal, je craindrais d'être relevé de mon commandement. Dans ce cas, tout le travail que nous avons fait, toi et moi, en faveur de la paix, pourrait être annihilé. »

Nul doute, en effet, que Métois est loin d'avoir convaincu Laperrine quant à l'attitude à adopter envers Atîsi. Dans un rapport du 30/10/1902, Laperrine affirmait déjà : « Atîci<...> sera toujours à la tête de nos ennemis irréductibles<...> Avec Atîci et Si Abidin il n'y a rien à faire, ou plutôt une seule chose leur envoyer un coup de fusil si jamais nous les avons à notre portée. » Rien à voir donc avec l'attitude conciliante

51. Notamment Gautier (1906, p. 11). C'est également ce qu'avance Brunon (1967, p. 254) en se référant, sans indications précises, à des propos de Métois.

52. « J'ai conté naguère les plus importantes de ces négociations continues. Cependant, je n'ai pas tout dit. À cette époque, j'avais encore des visées coloniales. Or, il y avait beaucoup de rivalités au Sahara, parmi les Français, rivalités de doctrines et rivalités de personnes. La prudence la plus élémentaire me commandait de taire un certain nombre de faits. D'autant plus que, pour publier, j'étais soumis au régime de l'autorisation ministérielle. Cependant, avant de me donner son accord, le bureau compétent soumit mon manuscrit à la Section d'Afrique, qui exerça une censure sévère, en marquant d'un trait de crayon bleu tous les passages à supprimer. Et il y en avait des passages ! Les plus intéressants, bien entendu. » (1950, p. 12).

qu'adopta Métois à In-Salah et de l'*aman* qu'il lui accorda alors. Sur ce point, le différend opposant les deux hommes ne date pas de 1904. Avant même la rencontre d'In-Salah, il s'est déjà manifesté lors d'un précédent retour d'Atfisi dans l'Ahaggar, comme le révèle une lettre à Cauvet datée du 15/07/1903 : « Les dissidents sont rentrés au Hoggar et Atici avec eux. Métois a l'air ravi, pour moi ça sonne mal, j'attire son attention là-dessus, et le prie de ne plus recommencer le coup Chardenet-Lapeyre en négociant avec cet assassin empoisonneur et traître. » (l. 56)

L'apparition du nom de Chardenet est ici particulièrement significative. Chardenet a commencé sa carrière militaire au Sahara. Dès 1894, lieutenant au bureau des affaires indigènes d'El Oued, il est chargé d'aller chercher dans la région de Ghadamès un groupe d'Ifoghas et de les installer dans la région du Souf. Après l'occupation du Tidikelt, c'est à lui que sera confié la tâche de créer le premier poste des affaires indigènes. Promu chef d'annexe, il prendra part à toutes les opérations se déroulant alors dans cette région du Touat-Tidikelt. Appelé à l'état-major général (section Afrique), il quittera son poste d'In-Salah en février 1902. Chardenet est le nom-symbole d'un conflit de style et, plus encore, d'une profonde divergence politique. Pour Laperrine, il représente d'abord tous ces officiers qui, après un plus ou moins bref séjour sur le terrain, ont rejoint les bureaux d'Alger, d'où ils impulsent, de manière bureaucratique, une politique sans rapport avec les réalités sahariennes. Dès avril 1902, Laperrine écrivait à Cauvet :

« Ton collègue Chardenet a l'air d'un homme très profond mais je ne comprends rien à sa politique ou plutôt je la comprends trop, jeter de la poudre aux yeux et arriver. Elle peut se résumer. Signer les travaux de ses officiers, se faire de la popularité en faisant taper sur les pauvres bougres inoffensifs et faire l'aimable avec les gens qui montrent les dents. Assaisonner le tout de rapports style pompeux mais pleins de blagues. » (l. 7)

Les attaques de Laperrine ne se résument pas à cette dénonciation du carriérisme propre, selon lui, à nombre de militaires ou de civils ayant eu à s'occuper du Sahara. Parmi d'autres, Chardenet est aussi à ses yeux le représentant type d'une stratégie qu'il combat. Or, Métois fait plusieurs fois référence – et de manière fort élogieuse – à la politique suivie par Chardenet :

« Une période de trêve s'ouvrit quand le capitaine Chardenet prit le commandement de l'annexe d'In Salah. L'excellent souvenir laissé par

cet officier parmi les populations de la Tidikelt indique assez qu'il avait compris les besoins du pays et que la politique agricole et commerciale qu'il avait inaugurée est celle qui convient le mieux à ces régions déshéritées. L'activité reprenait, la confiance renaissait, et les luttes stériles étaient momentanément laissées de côté. Le chiffre du mouvement commercial se haussait brusquement et les indigènes commençaient à croire au retour de l'âge d'or. Malheureusement, le capitaine Chardenet était bientôt absorbé par la colonne du Touat, puis quittait le territoire. Ses successeurs crurent devoir revenir à la politique pure. » (1906, p. 13)

On retrouve fréquemment dans les écrits de Métois cette idée que c'est avant tout en favorisant le développement du commerce et en améliorant les conditions de vie des populations locales que l'on pourra attirer les nomades du Sahara central. Option stratégique qui s'inscrit dans la durée, qui ne revendique pas de hauts faits d'armes mais qui, selon ses partisans, permet d'établir des rapports de confiance réciproque. Chez Métois, cette option se combine avec une prise de parti, elle aussi explicite dans ses écrits, pour les couches les plus défavorisées des sociétés sahariennes⁵³, une vision extrêmement tranchée des relations entre monde arabe et monde touareg et une forte méfiance envers les religieux du Touat-Tidikelt.

Pour Laperrine, la rencontre d'In-Salah est loin de constituer une véritable soumission. Dans le contexte de l'après-Tit, Mûsa a pu et su présenter ces entrevues de 1904 comme une véritable victoire. Durant cette période, il s'emploiera à résider le plus loin possible d'In-Salah et à éviter tout contact avec les autorités françaises. C'est ainsi que, malgré les messages qui lui furent alors expédiés, il ne rencontrera pas Laperrine quand celui-ci réalisera une longue tournée en mars-juillet 1904. Certes, Métois (1906, p. 40) lui trouvera plusieurs « excuses », mais sans se faire d'illusions sur l'impression que laisse alors son attitude : « ... à la suite de sa tournée, le commandant Laperrine pouvait croire que la soumission de Moussa n'était qu'apparente⁵⁴ ».

Ce que ne dit pas Métois c'est que, quelques mois plus tard (octobre 1904), Laperrine l'accusera, lui, le chef d'annexe d'In-Salah, d'avoir tout

53. Leur prise de position en faveur des populations serviles du Sahara central constitue un autre point de convergence entre Métois et Foucauld. Dès 1904, ce dernier se montrera particulièrement élogieux envers la politique menée sur ce sujet par le chef de l'Annexe d'In-Salah et la citera comme un exemple à suivre (Foucauld 1993, p. 130).

54. Et ce alors que l'objectif de Laperrine est ainsi énoncé dans son rapport de tournée : « Je jugeais indispensable de visiter au plus tôt les tribus nouvellement soumises <...> de façon à me rendre compte sur place de la sincérité et de l'étendue de la soumission. » (in Casajus 1997)

fait pour que cette rencontre n'ait pas lieu : « Furieux que j'aïlle chez les Hoggars et les Ifoghas, il <= Métois> a essayé de me jouer un tour en faisant que ma lettre à Moussa ag Amastane ne parvienne pas... » (l. 70).

Il est très possible que la rivalité existant entre ces deux officiers soit allée jusque-là. Reste cependant qu'un troisième homme intervient ici : Mûsa ag Amastân. Si l'opposition entre Métois et Laperrine nous paraît un élément fondamental dans cette époque cruciale c'est aussi parce qu'un personnage comme Mûsa, en fin politique, a su deviner cette contradiction et tenter d'en tirer profit. Quand, constatant cet état de fait, Dinaux écrit à Mûsa en avril 1905 c'est sur le contenu même des entrevues d'In-Salah qu'il revient avec insistance :

« Comment ! depuis plus d'un an que les autorités d'In Salah vous ont ouvert les bras et vous ont reçu comme un fils de la France, vous n'avez cherché qu'à vous éloigner et à augmenter la distance entre nous. Que craignez vous donc, et ne comprenez vous pas votre intérêt et celui de vos gens ? <...>

Mais comprenez bien qu'en faisant cela nous n'avons pas fait un traité entre deux puissances : nous l'avons fait parce que les Touareg sont maintenant les sujets du gouvernement français. »

Dès lors, parce qu'In-Salah n'a pas constitué une véritable soumission, parce que Mûsa a su au mieux exploiter l'ambiguïté de l'accord alors conclu, il est logique que Laperrine estime capital d'obtenir (ou réobtenir) d'une manière explicite la soumission des Kel-Ahaggar. Et ce d'autant plus qu'il craint que les militaires français d'AOF n'attirent Mûsa vers eux. Dans les écrits de l'époque, revient comme un leitmotiv permanent le fait que Mûsa tiendrait plus qu'à tout aux Ifoghas. Or, il vient d'être décidé que ceux-ci seront rattachés à l'AOF d'où la crainte de voir Mûsa se diriger vers les autorités de Tombouctou. Ainsi, dans une lettre de mars 1905, Laperrine fait part de ses inquiétudes à Cauvet :

« Je suis assez embêté d'une fugue que ce dernier <= Mûsa> a fait à Tombouctou où il a passé le mois de décembre 1904 comme me l'apprend une carte postale que me communique Cottenest. Je voudrais bien savoir ce qui a bien pu se discuter là-bas. Je crois qu'avec des promesses de pension on lui aura fait signer un papier de soumission à Tombouctou que l'on sortira à Paris pour prouver qu'il a fait une simple visite à In Salah. D'ailleurs il a l'air de beaucoup plus tenir aux Ifoghas qu'aux Hoggars ou Azdjer. » (l. 72)

D'où, l'objectif principal de la tournée du capitaine Dinaux en 1905 : confirmer sans aucune ambiguïté la soumission des Kel-Ahaggar et le ralliement de Mûsa.

En cela, 1905 marque la victoire de la ligne politique défendue par Laperrine qui prend désormais le pas sur celle qu'incarnait un officier comme Métois. Au début de cette même année, suite à une décision de la hiérarchie militaire, Métois quitte In-Salah et rejoint à Alger le Service des Affaires indigènes. C'est Laperrine qui est à l'origine de cette mutation. Dès le 04/10/1904, il fait part de sa décision à Cauvet : « Il (= Métois) m'écrit des lettres à peu près insolentes, et aujourd'hui je reçois une lettre de Moussa vieille de deux mois et plus sans un mot d'explication, simplement vu et transmis au bas du texte arabe. J'en ai plein le dos et je serai obligé de le débarquer ou de débarquer. » (l. 70)⁵⁵.

Quatre jours plus tard, le 08/10/1904, il demande à Lyautey et à ses chefs hiérarchiques et le départ de Métois et son remplacement par Dinaux (voir annexe 13). Plus rien dès lors ne le fera changer d'avis et le destin de Métois est définitivement scellé : « Je reçois des lettres charmantes de Métois mais il est trop tard je divorce, d'ailleurs la nomination de Dinaux à In-Salah aurait été signé le 29 XI d'après un télégramme. » (l. 71)

La tournée de Laperrine et l'incident de Timiaouine

Du 14 mars au 3 juillet 1904, Laperrine effectua une longue tournée qui l'amena à parcourir l'Ahaggar, la bordure orientale du Tanezrouft et le nord de l'Adghagh des Ifoghas⁵⁶. Quel était l'objectif de cette reconnaissance ? Si l'on s'en réfère au rapport de Laperrine, il s'agissait « de visiter le plus tôt possible les tribus nouvellement soumises de façon à me rendre compte sur place de la sincérité et de l'étendue de ces soumissions », un but somme toute « purement administratif et politique » (1905, p. 37). Nulle autre raison n'est mentionnée et Laperrine prend même soin d'indiquer qu'en aucun cas il ne s'agit de réaliser une jonction avec l'AOF.

55. Dans la même lettre, Laperrine précise qu'il a informé Lyautey de ses relations conflictuelles avec Métois : « Lyautey<...> a été furieux de l'attitude de Métois. Je crois que je serai obligé de le débarquer... »

56. Participaient également à cette tournée les lieutenants Besset, Bricogne et Niéger ainsi que M. Villate, de l'Observatoire d'Alger et le Père de Foucauld.

« Les brusques crochets de l'itinéraire, la marche lente et les nombreux séjours dans les régions fréquentées cette année par les nomades s'expliquent par le désir d'entrer en relations avec telle fraction, avec tel ou tel chef. Dans une exploration et en particulier dans un raid de jonction Algérie-Soudan ces procédés de marche auraient été un non-sens » (*ibid.*, p. 37).

Précision qui ne trompera personne. Tous les écrits consacrés à cette période indiquent bien la visée principale de cette tournée : réaliser la jonction entre Algérie et Soudan⁵⁷. Gorrée et Thiout, fidèles zélateurs de Laperrine, s'enflamment quand ils présentent cet objectif :

« cette nouvelle tournée <...> devait le porter jusqu'au pays de ses rêves, jusqu'aux bords du Fleuve, jusqu'à Tombouctou même. <...> Depuis le temps qu'il désire faire un tout de l'Afrique du Nord et de l'Afrique noire, il n'a de cesse de venir à bout de cette difficulté quasi insurmontable ; cette fois, il sait que tout est prêt, nul obstacle infranchissable ne s'élève désormais pour l'empêcher d'atteindre son but : le Sahara l'accueillera partout avec joie, il le sent ; c'est donc sûr de lui-même <...> que Laperrine donne le signal du grand départ... » (1948, p. 103).

Les lettres que Laperrine adressent à Cauvet démontrent que, *dès le départ*, son intention première était bien d'atteindre Tombouctou : « Donc déjà pour remplir mon devoir d'administrateur-maire, je vais aller à Tombouctou... » (lettre 67). Mais elles révèlent aussi que Laperrine savait pertinemment qu'en aucun cas il n'obtiendrait la permission d'effectuer cette jonction. D'où son insistance sur le nécessaire silence à respecter quant à l'objectif réel de son expédition : « Donc cela seul pour toi seul, je te prie, sois muet comme la carpe elle-même car une indiscretion pourrait m'attirer une défense formelle comme en 1903 » (*ibid.*).

Laperrine sait donc très bien que son projet n'a pas et ne peut pas avoir l'aval des autorités politiques d'Alger et plus encore de Paris. Il est alors hors de question de lui donner un blanc seing, de lui permettre d'entamer – comme il le désire – une expansion vers le Sud. Cette politique sera d'ailleurs confirmée par le Conseil des ministres quand celui-ci sera saisi par Roume, alors gouverneur de l'AOF, du projet Laperrine (voir Frémeaux 1993, p. 102). En conséquence, ce dernier applique à nouveau sa tactique : agir sans en référer – du moins dans un

57. Voir entre autres Lehuraux (1947, p. 83) et Nieger (1968, p. 4).

premier temps – à ses supérieurs et les placer devant le fait accompli⁵⁸. Ainsi, ce n'est que dans une correspondance datée du 28 mars, soit quatorze jours après son départ d'Akabli, qu'il annonce à Lyautey son intention d'aller à Tombouctou⁵⁹. Il justifie cet apparent changement d'itinéraire par les dires des Ifoghas rencontrés lors des premiers jours de sa tournée. Après leur soumission à In-Salah, tous craindraient des représailles de Tombouctou. « Pour faire disparaître tout mal entendu à ce sujet je profiterai de mon séjour dans l'Adrar pour pousser jusqu'à Tombouctou et rendre visite au Colonel commandant le 1^o territoire de l'Afrique occidentale, de façon à bien affirmer aux yeux de tous les nomades que les français du Soudan et ceux de l'Algérie ne font qu'un. » Du même coup, il annonce que l'objectif initial qu'il avait officiellement fixé à sa tournée s'en trouve modifié. « Pour perdre le moins de temps possible, je ne verrai à l'aller que les fractions Ifoghas campées au Nord entre In Ouzel et Tessalit <...> Quant aux Hoggars, je ne pourrai les visiter en détails cette année comme j'avais l'intention de le faire tout d'abord, je me contenterai de fixer à Moussa ag Amastane et aux principaux chefs un rendez-vous à l'ouest du Hoggar... »

Replacé dans ce contexte, l'incident de Timiaouin, qui vit des forces soudanaises (sous la direction du capitaine Théveniaut) s'opposer à la marche en avant de Laperrine, n'apparaît plus aussi simple que ne le répète à satiété une vulgate bien installée⁶⁰. Là encore, Gorrée et Thiout poussent à l'extrême le discours commun sur ce « camouflet aussi brutal qu'indécant » :

58. On doit cependant prendre garde à ne voir ici que l'option individuelle de Laperrine. Cette politique du fait accompli reçoit aussi le soutien de tous ceux qui désirent voir s'accroître le territoire contrôlé par les autorités algériennes, de ceux qui, tels Jonnart et Étienne, constituent le « lobby algérien ». Détail significatif : dans le texte que Nieger écrivit à propos de cette tournée, il est noté que dans son projet d'établir une liaison entre Algérie et Soudan Laperrine était « soutenu officieusement par M. Eugène Étienne » (1968, p. 4).

59. Vu les délais de route, cette lettre écrite à Aït el Khâ le 28 mars 1904 n'a pu parvenir à Aïn Sefra que dans la première quinzaine du mois d'avril au mieux. Ce document est reproduit dans l'article de M.-A. Hepp consacré à Laperrine (1971, p. 154-157).

60. À quelques détails près, la rencontre de Timiaouine est toujours narrée et commentée de la même manière dans les écrits concernant cette période. Souvent, le témoignage de Foucauld est produit comme preuve à charge. À cette occasion, ce dernier écrivit dans son diaire ces lignes fréquemment citées : « Après leur avoir fraternellement serré la main à l'arrivée, je partirai demain sans leur dire adieu, car je ne veux pas pactiser avec ces infamies ; je ne leur dis aucune parole de reproche 1^o parce que ce serait sans profit pour eux, 2^o parce que cela les éloignerait de la religion, 3^o parce que cela pourrait faire éclater un conflit entre eux et les officiers du Commandant Laperrine... » Six jours plus tard, Foucauld ne s'est pas calmé. Revenant sur l'incident, il traite en quelques lignes Théveniaud de « méchant », de « fou » et de « brigand » (Foucauld 1993, p. 98-99).

« Le plus dur était passé. Laperrine n'avait-il pas eu raison ? Nul obstacle ne pouvait plus l'empêcher maintenant d'entrer à Tombouctou. Nul obstacle ? C'est faux, il en existait un, un seul, mais de taille : les Français ! Les Français de Tombouctou ... Parce que les Iforas avaient fait leur soumission à In Salah, fief du commandant Laperrine, et non pas à Tombouctou, des représailles ne pouvaient pas manquer de survenir. Mais ce fut Laperrine qui les supporta ; à cet officier intègre et grand seigneur on fit le pire affront qui soit : on lui interdit de pénétrer en AOF. » (1948, p. 104)

Sans préjuger du ton et de la forme des échanges qui eurent alors lieu, un fait reste, lui, indiscutable : Théveniaut n'a fait qu'appliquer à la lettre les ordres de ses supérieurs et des autorités politiques de l'AOF elles-mêmes couvertes par une décision du Conseil des ministres.

Si la politique suivie par Laperrine a réussi en ce qui concerne l'Ahaggar, il subit par contre un revers à Timiaouin. Un coup d'arrêt est donné à ses visées expansionnistes vers le Sud. Suite à la convention du 7 février 1905, les Touaregs de l'Adghagh des Ifoghas sont placés sous l'autorité de l'AOF échappant ainsi tant à Mûsa qu'à Laperrine⁶¹.

Mais, le problème de la délimitation entre Algérie et AOF est loin d'être réglé, et ces deux ensembles se disputeront encore quelque temps les zones « frontalières ». Dès le 30 mai 1904, le gouverneur général d'Algérie expédie des courriers aux divers ministères concernés afin de demander qu'une décision soit prise à ce sujet.

« Je prie M. le Président du Conseil des Ministres de vouloir bien me faire parvenir ses instructions concernant la ligne de conduite à tenir, en raison des relations qui vont forcément s'établir aux points de contact créés entre l'Algérie et l'Afrique occidentale française, par suite des soumissions effectuées tant à In Salah que dans les postes français du Niger. » (AOM, 22H)

61. Laperrine et les siens n'ont jamais véritablement admis cette « perte » des Ifoghas. Ils tenteront aussi de trouver une compensation vers l'Ajjer d'où, de fait, une connivence d'ambition avec Mûsa. Ainsi, dès 1905, prenant prétexte de ce que les Ifoghas étaient désormais rattachés à l'AOF et non plus à son *ettebel*, Mûsa avait demandé aux autorités coloniales d'être nommé chef des Kel-Ajjer (AOM, 22H67). Proposition que Laperrine appuya dans une lettre, du 25-09-1905, adressée au gouverneur général : « J'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance de rattacher les Azdjer à l'Annexe du Tidikelt et de décider que les tribus dont l'aménokal Moussa ag Amastane amènerait la soumission à la France seraient placées sous son commandement. C'est d'ailleurs ce que le commandant Cauvet lui avait promis implicitement et ce sera pour lui une compensation de la perte des Ifoghas de l'Adrar ».

Un premier accord entre interviendra le 7 juin 1905 ; accord qui sera complété par la suite et donnera naissance le 20-06-1909 à la convention de Niamey⁶².

Des grandes tournées sahariennes aux tranchées du front (lettres 73 à 91)

Les grandes tournées et la tentation du Sud

Fin janvier 1905, Métois quitte In-Salah où il est remplacé par le capitaine Dinaux qui a été nommé chef de la compagnie du Tidikelt et chef de l'annexe d'In-Salah. Avec l'arrivée de cet officier s'ouvre une période marquée par de grandes tournées conduites au cœur même du Sahara. Ces tournées manifestent l'emprise de plus en plus importante des militaires français sur l'espace saharien. D'un point de vue politique, elles sont avant tout des démonstrations de force qui visent au même but : affirmer que le Sahara central est désormais terre française. Ce qui est loin d'être alors un fait acquis. De nombreuses régions sont encore hors du contrôle des autorités d'In-Salah et peuvent servir de zones-refuges à ceux qui refusent la nouvelle donne politique qui s'établit alors. Tel est notamment le cas de l'Ajjer. D'où l'importance que prend alors la politique à mener dans toute cette zone frontière d'avec la Tripolitaine. Outre l'objectif de contrôler au mieux les territoires du sud, cette activité permanente des compagnies sahariennes, par la multiplication souhaitée par Laperrine de jonctions avec l'AOF, marquait aussi la volonté de ce dernier d'étendre au maximum la zone saharienne relevant de l'Algérie. La plus importante de ces tournées fut certainement celle que conduisit le capitaine Dinaux peu de temps après son arrivée au Tidikelt. Du 3 mai au 19 octobre 1905,

« elle passa par l'oued Amdja, In Zize, In Ouzel, séjourna dans l'Adrar des Ifoghas où le capitaine investit officiellement Moussa du burnous de commandement d'amenoukal. Puis par Silet, Abalessa et Tit, la reconnaissance gagna la région de Tamanrasset <...> Enfin, le capitaine

62. Laperrine joua un rôle important dans les négociations qui débouchèrent sur ces deux accords. Du côté de l'AOF, ses principaux interlocuteurs furent le lieutenant-colonel Ronget en 1905 et le colonel Venel en 1909. Voir Bouguetaia 1981, p. 145-166 ainsi que les lettres 80 et 84 ci-dessous.

Dinaux organisa une expédition sur l'Aïr, visita In Azaoua, atteignit Ifrouane <...> et rentra à In Salah. » (Blaudin de Thé 1988, p. 16)

De par son ampleur même, cette expédition est souvent mentionnée dans la littérature saharienne. De plus, au cours de cette reconnaissance, Dinaux dut assurer deux escortes : celle de la mission télégraphique de M. Etiennot, inspecteur des PTT, et celle de la mission géologique des professeurs Gautier et Chudeau (voir lettre n° 73). Enfin, il faut ajouter que le Père de Foucauld figurait parmi les membres européens de cette tournée et que c'est à cette occasion qu'il put s'installer à Tamanrasset (Pandolfi 1997). Mais cette tournée marqua surtout la véritable soumission des Touaregs Kel-Ahaggar. Laperrine n'était pas satisfait par l'accord conclu à In-Salah entre Métois et Mûsa. Ce dernier avait réussi à présenter sa venue à In-Salah comme une négociation où il avait su préserver l'essentiel et non comme une soumission en bonne et due forme. L'ambiguïté de l'accord alors conclu ne pouvait perdurer. D'où l'objectif fixé à la tournée de Dinaux : obtenir la soumission véritable de Mûsa nommé alors *amenoukal* des Kel-Ahaggar (voir Pandolfi 1998b).

D'autres reconnaissances importantes, menées par des officiers sous les ordres de Laperrine, eurent lieu durant cette même période. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs évoquées dans les lettres ici publiées⁶³.

Ainsi, dans une de ses correspondances (l. 71), Laperrine annonce à Cauvet que Flye Sainte-Marie a réussi une « une très belle reconnaissance qui l'a conduit à 100 kilomètres de Tindouf⁶⁴ ». Mais, bien que manifestement très satisfait de cette expédition, Laperrine doit cependant signaler : « Malheureusement Lyautey est furieux de cette tournée et je crains que cela ne tourne à la brimade. » Laperrine sera d'ailleurs contraint d'intervenir auprès de Lyautey afin de couvrir de son autorité le raid de son subordonné. Si Lyautey accepte ce compromis, il n'est pas dupe de la manœuvre, comme le révèle la lettre qu'il envoie, dès le 24-12-1904, à Laperrine⁶⁵. Flye Sainte-Marie y est accusé d'avoir orga-

63. Notamment les tournées de Mussel et Voinot (l. 73 et 74).

64. Jugement tout aussi élogieux de la part du Père de Foucauld. Dans une lettre au commandant Lacroix, il écrit (13-01-1905) : « Nous avons trouvé le capitaine Flye de retour de sa remarquable reconnaissance : voila du nouveau et du très nouveau en géographie ! et pour la sûreté des Oasis cette reconnaissance des points d'eau, des routes, des ressources de l'Ouest était si urgente ! Flye, Lenz et Douls réunis, voici la route du Touat à l'Océan entièrement parcourue par des Européens. La facilité, la rapidité, les bonnes conditions dans lesquelles s'est faite cette reconnaissance sont non moins remarquables que ses résultats » (in Gorrée 1946, t. II, p. 41).

65. Cette lettre fait partie des divers documents publiés par *Le Saharien* (n° 165/3^e trimestre 2003) sous le titre « Lyautey et le raid de Flye Sainte-Marie ».

nisé cette reconnaissance sans en avertir ses supérieurs hiérarchiques. Fait d'autant plus grave que la période choisie est celle où toutes les forces dont disposait Lyautey devaient alors assurer la protection du mouvement des caravanes entre oasis et hauts plateaux. Mais la fin de cette correspondance se veut plus générale encore :

« ... j'appelle toute votre attention sur l'état d'esprit qui paraît régner chez certains de vos officiers, qui me semblent croire que les Compagnies des Oasis n'ont d'autre objet que de faire de l'exploration géographique à travers le Sahara et d'alimenter, d'études et de documents, les Comités et bulletins coloniaux. Tout autre est leur rôle. Elles sont avant tout un élément de sécurité locale et ne sont qu'une partie de l'ensemble du système de protection du sud de l'Algérie et en particulier du Sud-oranais, auquel elles doivent constamment rester liées et subordonnées. Si la compagnie du Tidikelt a comme objectif spécial la protection du sud de l'Algérie, sur son front extrême sud, les Compagnies du Touat et du Gourara ont comme objectif spécial la protection du front ouest, contre les incursions des Berabers et forment, avec les Compagnies de la Saoura et de Colomb-Béchar un tout placé sous mes ordres et dont nul élément ne doit échapper à ma direction. »

Certes, en plusieurs passages de cette lettre, Lyautey prend soin de préciser que ses critiques ne s'adressent qu'au seul Flye Sainte-Marie. On peut cependant voir ici exposé le désaccord déjà existant entre lui et Laperrine. Divergence de vues qui éclatera au grand jour quelques mois plus tard.

En 1906 en effet, c'est Laperrine lui-même qui dirige une reconnaissance à Taodeni.

« Le but principal de la tournée était à la fois politique et de police : Faire acte de présence à Taoudenni pour montrer aux rezzous marocains et touareg qui visitent périodiquement cette ville que nous étions décidés à nous opposer à l'avenir à leurs déprédations. Relever la route directe d'Adrar à Taoudenni, route qu'il est indispensable de connaître pour pouvoir coopérer avec l'Afrique occidentale à la répression du brigandage dans la région. » (Laperrine 1907, p. 77)

Parti d'Adrar le 26 mars 1906, Laperrine atteint – par In Zize, Achourat et El Guettara – Taoudenni le 28 mai (voir annexe 19). Le 20 mai, à Hassi Guettara, il retrouva une reconnaissance soudanaise conduite par le lieutenant Cortier. Pour diverses raisons (manque d'eau et

de pâturage, chaleur, faiblesse des hommes et des animaux...), le retour direct Taoudenni-Adrar s'avéra particulièrement éprouvant. Mais là n'est pas l'essentiel. À nouveau, Laperrine entreprenait une reconnaissance sans aucune autorisation ni de ses supérieurs algériens ni des autorités soudanaises, « plaçant l'autorité supérieure en face du fait accompli⁶⁶ », alors que, dans un télégramme du 12 mars, Lyautey lui avait formellement interdit tout départ sans autorisation préalable (Denis 1991, p. 137). Après cette tournée, les rapports entre ces deux hommes devinrent particulièrement tendus comme le révèle la lettre du 10 juillet 1906 :

« Le Général Lyautey trouve que je m'occupe trop des Touaregs et a demandé qu'on me fiche dehors ; il n'a pas répondu à mes lettres particulières et a gîbéré pendant trois jours Gautier (Herr professor) à l'Hôtel de l'Oasis sur le thème suivant : il m'adore, m'aime beaucoup, me trouve parfait, mais ne veut plus entendre parler de moi comme subordonné et déclare me lâcher à fond. Alors !!! Ces gens-là ont des âmes <sic> si complexes qu'il faut être Bourget lui-même pour s'y reconnaître. »

De son côté, dans une correspondance adressée le 27 septembre 1906 au général commandant le XIX^e Corps d'armée, Lyautey est toujours aussi critique et demande que le Territoire des oasis ne soit plus sous ses ordres.

« Il était évident que je n'avais aucune qualité, pas plus que vous-même, ni le Gouverneur général, pour autoriser le Lieutenant-colonel Laperrine à aller se promener en Afrique occidentale sans entente préalable avec le Gouverneur général de la colonie voisine et sans autorisation du gouvernement <...> Quant aux conséquences de cette longue tournée, elles me semblent des plus discutables (troupes sahariennes dégarnies et retour d'un détachement indisponible pour un certain temps) <...> L'expérience prouve à mon grand regret, que mon autorité auprès du Lieutenant-colonel Laperrine n'est pas suffisante pour prévenir de telles mesures <...> Je n'en insiste qu'avec plus de force pour être déchargé du Commandement des oasis et pour que ce territoire relève directement du 19^e corps d'Armée. » (in Denis 1991, p. 137-138)

66. Message envoyé le 28 avril 1906 par le général Lyautey au général commandant le XIX^e Corps d'Armée (in Denis 1991, p. 137). Du coup, l'ordre donné aux colonels Cauvin et Cortier d'aller à la rencontre de Laperrine à Taoudeni ne parvint à ces officiers que le 15 avril alors qu'ils se trouvaient à Bou Djebiha. Selon leurs propres témoignages, ils durent largement improviser cette jonction avec des hommes, des animaux et un matériel qui n'étaient en rien prêts pour une expédition de ce type. Voir Cortier 1906 et Cauvin *et al.* 1999.

De fait, les projets de Laperrine entraient alors en contradiction, y compris d'un point de vue strictement militaire, avec l'objectif principal qui était le Maroc plus qu'une extension vers le sud des territoires algériens. Les dernières lignes de l'ouvrage publié en 1906 par Bernard et Lacroix sont, à cet égard, on ne peut plus claires :

« À coup sûr, le Sahara ne vaut pas qu'on y dépense beaucoup d'hommes et beaucoup d'argent. <...> La question de la pénétration saharienne ne doit donc plus encombrer notre politique, et c'est vers les territoires autrement intéressants qui s'étendent à l'ouest de l'Algérie qu'il nous faut surtout porter nos regards⁶⁷. »

Opinion largement partagée par Lyautey, ennemi de tout sacrifice au Sahara, et qui, sur ce point, n'hésitera pas à rappeler à l'ordre Laperrine, placé depuis le 12 décembre 1905, sous son autorité directe. Ainsi, dans une note d'inspection relative à son subordonné (décembre 1906), il écrira : « ... il serait utile, je crois, qu'il vînt une fois par an en France ou à Alger pour se rendre compte que le Sahara n'est pas une région indépendante et que la politique et les mouvements de la troupe doivent y être subordonnés à l'ensemble de la politique et des nécessités algériennes. » (AOM, 18H83)

L'organisation de la présence française

Jusqu'à son départ pour la France en novembre 1910, Laperrine va s'employer à consolider la présence française au Sahara central. Auprès des populations « ralliées », les tournées dites d'approvisionnement vont se multiplier, et tout sera fait pour renforcer le rôle et l'influence de Mûsa ag Amastân. Mais, plus encore, à partir de 1908, Laperrine va installer de manière permanente des troupes en pays touareg. Si l'Ahaggar paraît, en façade du moins, accepter la présence française, la situation est beaucoup plus difficile en ce qui concerne le Tassili Ajjer. Jusqu'en 1907, l'Ahaggar – tout comme Touat, Gourara et Tidikelt – relevait du Territoire des Oasis, dont le commandant résidait à Adrar. Par contre, c'est du com-

67. Voir également l'article d'Henry de Castries paru dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* d'août 1902. L'auteur y considère qu'on a largement surestimé l'importance du Sahara. Il souhaite que la pénétration saharienne soit stoppée, et que les moyens financiers et humains qui y sont employés soient reportés sur le Maroc car « il n'y a pas de question saharienne mais bien une question marocaine ».

mandant militaire du Territoire de Touggourt⁶⁸ que dépendait le pays Ajjer, et plus généralement la pénétration et la police au Sahara oriental. Jusqu'en 1906, ce partage des tâches avait plus ou moins correctement fonctionné. L'amitié et la complicité existant entre Laperrine et Cauvet n'y étaient pas pour rien. Ce dernier avait en effet quitté In-Salah durant l'été 1903 pour prendre le commandement du cercle de Touggourt et, le 30 mai 1904, suite à des interventions de Laperrine, le gouverneur général d'Algérie lui confiait « la charge des relations avec la confédération des Ajjer ». Mais, en mars 1906, Cauvet quitte Touggourt pour devenir commandant supérieur du cercle de Bou-Saada. Dès lors, comme le révèlent certaines des lettres de Laperrine, manque de coordination, mésentente, voire rivalité et concurrence vont être monnaie courante.

Les conséquences néfastes de cette dualité de décision et d'action seront portées à leur paroxysme à la fin de l'année 1906, quand In-Salah et Touggourt mèneront en parallèle des actions simultanées et divergentes en pays ajjer. En juillet 1906, suite à diverses attaques menées contre les Kel-Ahaggar par Reskou ag Yahia⁶⁹, Laperrine autorise Mûsa à entreprendre une vaste opération de représailles contre les Ajjers. Parti en décembre 1906 de Tamanrasset, un important groupe de guerriers Kel-Ahaggar, sous la direction de Mokhammad ag Ghothman, opère dans l'Ajjer, capture et exécute Reskou ag Yahia. À la même époque, le capitaine Touchard, sur ordre du gouverneur général et du commandant militaire de Touggourt, le commandant Ropert, est également en mission dans l'Ajjer. Plusieurs objectifs lui ont été fixés mais à aucun moment il n'a été prévenu de l'action menée par les Kel-Ahaggar. Outre la reconnaissance d'une route caravanière entre Temassinine et la région de Tament, il doit surtout tâcher d'entrer en contact, voire de négocier, avec les notables Kel-Ajjer et ceci dans le même temps où, en appui du groupe de guerriers Kel-Ahaggar, le 4 décembre 1906, le capitaine Dinaux écrit à Inguedazen ag Abakada : « Aujourd'hui la guerre est commencée entre nous ; j'ai autorisé les Kel Ahaggar à aller piller chez vous et nos spahis vous ont poursuivi dans l'Aïr... ». Dans un tel contexte, on comprend mieux l'exaspération de Laperrine (lettre 76) ou le commentaire acerbe de Gardel : « Il serait cruel de faire remarquer l'incohérence des efforts

68. Jusqu'en 1923, le commandant militaire du territoire de Touggourt résidait à Biskra. Du 12 décembre 1905 au 24 juin 1910, c'est le commandant Ropert qui exerça ce commandement.

69. Noble Kel-Ajjer, Reskou ag Yahia était le petit-neveu de l'ancien *amenûkal* Ikhenoukhen. Son père Yahia ag In Tellimak, successeur d'Ikhenoukhen, était le fils de la sœur de ce dernier. De 1904 à 1907, Reskou conduisit de nombreuses attaques contre les Kel-Ahaggar soumis à la France (voir Gardel 1961, p. 220-229 et Foucauld 1984, p. 151).

fournis par In Salah et Touggourt dans la région ajjer » (1961, p. 231). En fait, un courrier rejoindra Touchard le 18 février 1907 lui apportant « l'ordre de rentrer le plus tôt possible à Touggourt (et) de ne rien engager avec les Ajjers... » (*ibid.*, p. 233). C'est avec quelque temps d'avance la concrétisation de la réorganisation politico-administrative des territoires du sud algérien qui sera officialisée en avril 1907.

Deux décrets, datés du 10 avril 1907, vont en effet modifier l'organisation du Territoire des Oasis jusqu'alors régie par le décret du 12 décembre 1905. Les changements apportés peuvent se résumer en trois points :

- les régions du Gourara et du Touat septentrional (poste du Gourara et annexe du Touat) sont définitivement rattachées au Territoire d'Aïn Sefra par l'intermédiaire du cercle de Colomb ;
- le Territoire des Oasis, dont le chef-lieu est désormais In-Salah, est constitué de l'annexe du Tidikelt (dont font également partie l'Ahaggar et le Touat méridional), de l'annexe d'Ouargla (dont relève aussi Temassinine et l'Ajjer) et enfin du poste d'El-Golea (avec notamment Fort Mac-Mahon, Fort-Miribel et Hassi Inifel) ;
- l'autonomie administrative est désormais attribuée au Territoire des Oasis. L'article 2 du décret du 12 décembre 1905, qui stipulait que « le commandant militaire des Oasis relève du commandant du territoire d'Aïn Sefra pour les questions d'ordre militaire et politique et pour tout ce qui concerne la sûreté de l'Algérie et la police des frontières », est abrogé.

Ces nouvelles dispositions répondaient à plusieurs exigences. Il s'agissait d'abord de décharger le Territoire des Oasis de la surveillance de la frontière sud-ouest. Le décret de décembre 1905 prévoyait en effet que ce Territoire devait contribuer à la sûreté des confins algériens vers l'Ouest, en protégeant et en défendant la région du Touat contre d'éventuelles agressions. D'où le rattachement, en 1905, du Territoire des Oasis au Territoire d'Aïn Sefra afin d'assurer ainsi l'unité de direction des actions de police menées sur la frontière ouest de l'Algérie. Désormais, le Territoire d'Aïn Sefra, qui dispose à cet effet des compagnies sahariennes du Touat et de la Saoura, assure seul cette tâche.

Par contre, à l'Est, avec le rattachement de l'annexe d'Ouargla, le Territoire des Oasis se voit confier dans son intégralité la question touarègue (Kel-Ahaggar et Kel-Ajjer). Et ce d'autant plus que, désormais, le commandant militaire du Territoire des Oasis n'est plus placé sous l'autorité du commandant militaire d'Aïn Sefra. Cette réunion en un seul centre de décision et d'action de la politique touarègue reprend incontes-

tablement un vœu de Laperrine, qui est désormais le seul responsable sur le terrain⁷⁰.

Au vu de cette nouvelle donne, une des premières mesures prises par Laperrine consistera à créer deux groupes mobiles : l'un opérant dans l'Ahaggar, l'autre dans l'Ajjer. Fort d'un effectif d'une centaine d'hommes chacun, ces groupes mobiles seront respectivement placés sous la direction du lieutenant Sigonney et du lieutenant Clor. Le groupe de ce dernier quittera In-Salah dès décembre 1907 afin d'effectuer une première reconnaissance dans le Tassili Ajjer. Un de ses objectifs consiste à repérer un endroit propice à l'édification d'un bordj dans cette région. Et, en 1908, lors d'une importante tournée qui conduira Laperrine dans l'Ahaggar et l'Ajjer, la construction de deux bordjs, Fort-Motyliniski et Fort-Polignac, sera immédiatement entreprise. Selon Laperrine, vu l'éloignement d'In-Salah, seules ces constructions rendaient possible le maintien permanent des deux groupes de police dans l'Ahaggar et l'Ajjer. Surtout, ces mesures, groupes de police et bordjs, manifestaient aux yeux de tous la volonté de Laperrine d'affirmer et de renforcer la présence française au Sahara central. Mais la situation n'était en rien identique dans ces deux régions.

Dans l'Ahaggar, ces décisions affirment au grand jour que désormais cette région fait, sans conteste, partie intégrante de l'Algérie. Par rapport à la période 1904-1905, un pas est franchi. Jusqu'alors l'éventuelle installation de garnisons françaises en ces lieux n'avait jamais été véritablement envisagée lors des discussions avec les Kel-Ahaggar. L'édification de Fort-Motyliniski et l'arrivée d'un groupe de police marquent donc de manière indiscutable une sérieuse avancée de la mainmise française sur cette région. Pour mener à bien cette politique, Laperrine prend appui sur Mûsa ag Amastân. Le chef Kel-Ahaggar a lié son destin politique aux autorités françaises et il devient plus que jamais une pièce maîtresse du dispositif mis en place par Laperrine. Dès 1907, ce dernier écrivait :

70. « La surveillance de la frontière de Tripoli et la question Azdjer avaient été attribuées jusqu'à ces derniers temps à l'annexe de Touggourt qui ne disposait comme moyens d'actions que des maghzens permanents ou des goums momentanément levés. Ces moyens étaient insuffisants, un groupe de la compagnie du Tidikelt de 100 carabines fut immobilisé durant toute l'année dernière en face de Djanet pour appuyer l'action du capitaine commandant l'Annexe chargée d'engager des pourparlers avec les Azdjers. C'était introduire une dualité d'action tout à fait préjudiciable à la solution de la question. Le colonel Laperrine demanda, ou bien qu'on séparât entièrement les deux actions en attribuant la question Azdjer au cercle de Touggourt ou bien que toute la politique touarègue lui fut attribué. Cette dernière solution semble avoir prévalu. Le commandant de l'annexe de Touggourt a rappelé ses maghzens et la police incombe actuellement à la Cie du Tidikelt » (Arnaud et Cortier 1908, p. 62).

« Moussa ag Amastane, homme loyal, intelligent et énergique est une perle rare au Sahara. <...> C'est pour nous une chance inappréciable d'avoir rencontré un pareil auxiliaire pour la pacification du Sahara. Intelligent, Moussa se rend compte de l'inanité de la lutte contre nous, lutte qui amènerait la ruine complète des tribus Touareg et, au contraire, de l'appoint que nous pouvons lui apporter pour la pacification et la mise en valeur du Sahara. <...> Auxiliaire précieux, unique dans son genre au Sahara, nous devons faire l'impossible pour nous l'attacher. À l'homme intelligent, nous devons nous efforcer de démontrer par des actes, par des leçons de choses et non par des discours, tous les avantages de notre amitié et l'inanité de la résistance à notre volonté. Au targui orgueilleux, nous devons prodiguer les honneurs et éviter soigneusement tout froissement d'amour-propre inutile. »

Et, suite logique, dans ce même document⁷¹, Laperrine propose de prendre une série de mesures envers Mûsa : croix de la Légion d'honneur, remise d'un « burnous rouge de prix offert par le Gouverneur », forte augmentation de son « traitement » (de 204 à 1 800 francs par an) et enfin mise sur pied d'un voyage en France⁷². Autant de signes qui permettent de distinguer Mûsa, d'augmenter son prestige, et de mieux attacher cet « auxiliaire précieux » aux autorités françaises. De même, quand, lors de sa tournée de 1908 (voir annexe 20), Laperrine installera le groupe mobile de l'Ahaggar et fera entreprendre la construction de Fort-Motyliniski, il prendra soin de faire édifier pour Mûsa une grande maison à Tamanrasset afin « d'éviter tout froissement d'amour-propre inutile » (voir lettre 81).

La situation dans l'Ajjer est bien différente de celle qui règne alors dans l'Ahaggar. Les Touaregs de cette région n'ont pas été défaits militairement, et parmi leurs leaders, aucun homme ne joue ni ne peut jouer le rôle tenu par Mûsa. Avec ce dernier, Laperrine a trouvé un véritable relais politique. Il peut s'appuyer sur lui et, du même coup, en apparence au moins, ne pas bouleverser le cadre hiérarchique de la société. Dans l'Ajjer, au vu des dispositions des principaux leaders nobles, une telle situation n'est pas envisageable et dès lors c'est une toute autre tactique que propose Laperrine.

71. « Rapport du Lieutenant-colonel Laperrine sur les solutions qu'il propose à un certain nombre de questions traitées dans le rapport de tournée de Mr. le Capitaine Dinaux », 1907, AOM OA46.

72. Voir la lettre 77.

« Chez les Touaregs, l'influence des castes nobles est encore très grande, donc toutes les fois que c'est possible nous devons maintenir, au moment de la soumission, leur primitive organisation féodale, quitte à la modifier petit à petit car il est autrement facile de modifier une organisation existante à mesure que l'on en découvre les abus que de créer de toutes pièces un organisme nouveau. Surtout lorsqu'il s'agit d'administrer des gens sur les mœurs et coutumes desquels on est encore mal renseigné. C'est ce qui a fort bien réussi avec les Ahaggar. Mais avec les Ajjer ce n'est plus la même chose ; avec eux, nous n'avons pas le choix, les nobles s'étant déclarés absolument contre nous et ayant même fait acte de soumission aux Turcs. Avec eux, nous sommes obligés de procéder d'une façon toute différente par la déségrégation de la confédération. » (Laperrine in Gardel 1961, p. 242)

De plus, dans cette zone-frontière, la France n'est pas seule. La Turquie, présente à Ghât et Ghadamès, constitue – au moins au niveau diplomatique – un puissant frein aux velléités d'expansion dans cette région.

Si Fort-Motyliniski installe de manière significative l'autorité française au cœur de l'Ahaggar et par là accentue la dépendance de ses habitants, il n'en est pas de même avec Fort-Polignac. Là, il s'agit au mieux de signifier une volonté politique, de montrer que la France ne considère pas cette région comme un *no man's land*, comme un territoire hors de son contrôle. La conception de ces deux bordjs se ressent d'ailleurs de ces optiques différentes :

« Dans l'esprit de Laperrine, Fort-Polignac est destiné à conserver un caractère de bordj d'appui, de dépôt de vivres ; les plans en sont donc définitifs. Il en est tout autrement de Fort-Motyliniski qui – s'il doit comprendre en principe un bureau et une chambre pour l'officier, un magasin de réserve, une chambre pour le chef de poste et un réduit pouvant donner asile à 15 ou 20 sahariens en cas de danger –, est destiné à devenir la portion centrale de l'autorité militaire en milieu touareg : les plans de construction doivent donc présenter, dès l'origine, une notion évolutive. C'est très précisément ce qui s'est réalisé. » (Delerive 1990, p. 190)

De même, leur localisation est elle aussi significative. Fort-Motyliniski est situé au cœur même de l'Ahaggar, à proximité des lieux où s'installent habituellement les campements des principales tribus. L'emplacement de Fort-Polignac est, lui, différent. De nombreuses raisons ont certes concouru à ce choix⁷³ mais il n'en reste pas moins que cet édifice

73. Voir Delerive 1990, p. 184.

est situé non au cœur du pays ajjer mais sur sa bordure, dans une zone où se trouvent les quelques groupes de tributaires Kel-Ajjer qui ont plus ou moins accepté d'entrer en relation avec les autorités françaises. Une localisation plus centrale, plus à l'Est (à Djanet notamment), ne pouvait être envisagée alors et ce pour deux raisons principales : on entre là dans une zone qui n'est pas encore contrôlée par la France et qui, de plus, ne pouvait l'être sans que se pose un problème de délimitation territoriale avec la Turquie.

Le Sahara vu de France

Novembre 1910 : Laperrine quitte le Sahara et prend le commandement du 18^e régiment de chasseurs à cheval à Lunéville. C'est de cette nouvelle affectation qu'il adresse à Cauvet, le 21-02-1911, la première lettre de cette série. Loin du Sahara, Laperrine semble avoir considérablement réduit ses échanges épistolaires avec son camarade de promotion. Une lettre en 1911, une lettre en 1913, écrite depuis Lyon où il a été nommé général de brigade en juin 1912, et deux lettres postées du front (juin 1914 et août 1915), où il se retrouve successivement à la tête de la 6^e brigade des dragons, de la 2^e brigade des cuirassiers et, enfin, commandant de la 46^e brigade d'infanterie.

Qu'il soit à Lunéville ou sur le front, Laperrine ne peut se désintéresser de ce qui se passe au Sahara, surtout quand la situation s'y dégrade. Il l'avoue lui-même dans une de ses lettres : « J'avais pris l'habitude de considérer le Sahara comme ma propriété et j'éprouve un peu ce que doit éprouver un gros propriétaire terrien qui apprend, sur le front, que son régisseur entasse gaffes sur gaffes » (l. 89 – 2 août 1915).

S'il est désormais loin du Sahara, Laperrine n'en reste pas moins très bien informé sur les événements qui s'y déroulent. Manifestement, de nombreuses correspondances, voire des rapports officiels⁷⁴, lui parviennent et, comme il l'écrit dans une de ses lettres, il était « assez bien documenté ». Parmi ses informateurs le Père de Foucauld figure en bonne place. De la déclaration de guerre à sa mort, le 1 décembre 1916, Foucauld lui a envoyé au moins 41 lettres, dans lesquelles il insiste sur le calme qui, selon lui, règne dans l'Ahaggar⁷⁵. Mais il n'en va pas de même dans les autres régions du Sahara. C'est tout d'abord, au printemps

1916, l'importante révolte des Iwlemmeden Kel-Ataram dirigés par leur *amenâkal* Firhun. Révolte qui se terminera en mai 1916 par le massacre d'Anderamboukane. Sous la direction de Mûsa, les Kel-Ahaggar prendront une part active dans la répression de ce soulèvement et Firhun lui-même sera tué par un groupe de leurs guerriers.

Mais c'est à l'Est (région des Ajjers) et au Sud (région de l'Aïr) de l'Ahaggar qu'une insurrection de plus grande ampleur encore va se déclencher, sous l'impulsion de la confrérie de la Sanûsiyya et de leaders touaregs comme Kwasan, Tagama et sultan Ahmûd.

Début 1916, les Sanûsi, qui connaissent alors des revers sur plusieurs fronts (Tripolitaine, Tunisie, Égypte), vont faire « porter leur effort sur le monde touareg, avec lequel ils n'ont cessé d'entretenir des relations particulières, quoique le plus souvent informelles » (Triaud 1995, p. 796). Le conflit ouvert avec les forces françaises du sud algérien devient alors inévitable. C'est tout d'abord, en mars 1916, la prise de Djanet. Sultan Ahmûd quitte Ghat le 27 février 1916 à la tête d'une forte colonne et se porte sur Djanet, qu'il attaque le 6 mars. Les combats qui vont alors l'opposer à la garnison française, dirigée par le maréchal des logis Lapierre, dureront dix-huit jours. Djanet sera prise le 27 mars 1916. Par la suite, une contre-attaque française dirigée par le lieutenant-colonel Meynier réoccupera Djanet et entamera le blocus de Ghat. Mais, sur ordres supérieurs et contre sa propre volonté, Meynier devra finalement se retirer et abandonner Djanet et Fort-Polignac. Dès lors, Fort-Flatters, situé au nord du Tassili Ajjer, devient le seul point d'appui français dans cette partie du Sahara.

« Le massif des Ajjer échappe donc totalement au contrôle français. <...> La société ajjer, grossie de transfuges sahariens de différentes origines, s'est donc toute entière mobilisée dans le cadre du jihâd sanûsi, par un réflexe d'ailleurs plus identitaire que religieux. Cette résistance unanime est sans failles : malgré les rivalités de personnes et de groupes, les Français ne trouveront à ce moment-là aucun allié dans la place et devront attendre 1918 pour reprendre pied, non sans difficulté, dans la région. » (Triaud 1995, p. 802)

Cependant, malgré de nombreuses incursions vers ces territoires, les insurgés de l'Ajjer ne pourront pas réellement étendre leur soulèvement au Touat-Tidikelt et au pays chaamba comme cela était, semble-t-il, leur intention première.

Un autre objectif majeur était constitué par les populations touarègues de l'Ahaggar qui connaît alors un « vide politique relatif ». Après avoir

74. Ainsi, dans sa lettre du 27-06-1916, Laperrine annonce à Cauvet qu'il vient de recevoir la copie d'un rapport de Duclos.

75. Ces lettres sont rassemblées dans un volume intitulé *Lettres inédites au général Laperrine*, paru en 1954.

apporté un soutien décisif à la répression de la révolte de Firhun et des Iwillimmeden, l'*amenûkal* Mûsa ag Amastân et ses proches nomadisent dans l'Adghagh des Iforas. En novembre 1916, un groupe armé d'une quarantaine de personnes, dirigés par le Kel-Ajjer Abbeuh ag-Aghabelli, arrive dans l'Ahaggar. Ce sont ces hommes qui, le 1^{er} décembre 1916, se présenteront à Tamanrasset et seront à l'origine de la mort du Père de Foucauld. Dans ses nombreux écrits et courriers, ce dernier avait toujours insisté sur le calme qui régnait dans l'Ahaggar malgré les événements qui se déroulaient alors dans l'Ajjer. Cependant, dès octobre-novembre 1916, des signes avant-coureurs d'une possible extension de la révolte étaient notés dans les rapports mensuels sur la situation politique établis pour le gouvernement général (AOM, 25H1). En octobre 1916, « des tentatives sont faites par nos ennemis auprès des populations du Hoggar pour les détacher de notre cause : des émissaires de Si Labed et de sultan Ahmoud essaieraient de circuler dans la région... » et, en novembre de la même année, le rapport révèle que « l'influence de la secte de Kouffra paraît se faire sentir davantage dans la région ». Un mois plus tard, on signale que des tribus entières, notamment les nobles Taytoq et les tributaires Ayt-Loayen, sont entrés en dissidence. Dès le début du mois d'octobre 1916, le capitaine de la Roche notait que le bruit de l'arrivée possible d'Ahmûd et ses hommes avait donné lieu à des scènes de joie dans de nombreux centre de l'Ahaggar (Tin-Tarabin, Amsel, Abalessa...) et il concluait ainsi son rapport sur la situation politique : « D'une façon générale, au cas de l'arrivée d'Ahmoud, il faut s'attendre à voir tous les habitants du Hoggar (Touaregs plus ou moins sédentaires, M'rabtines, Harratins), sauf quelques exceptions, passer à l'ennemi » (AOM, OA41).

Ce mouvement ira en s'amplifiant début 1917 et contribuera à considérablement réduire la marge de manœuvre de Mûsa ag Amastân, dont, jusqu'à cette date, tous les rapports soulignaient « l'attitude irréprochable ».

Mais, c'est au sud de l'Ahaggar, dans l'Aïr que, sous la conduite de Kwasan, le soulèvement va connaître sa plus grande ampleur. Le 29 septembre 1916, à la tête d'une harka composée pour l'essentiel d'arabes sahariens, Kwasan quitte Ghat et se dirige vers l'Aïr. Là, il recevra le renfort de très nombreux Touaregs et l'appui politique décisif de Tagama, le sultan d'Agadez. À la mi-décembre, il entame le siège du poste français qui ne sera repris que début mars 1917 par une importante colonne dirigée par le lieutenant-colonel Mourin qui y mènera une impitoyable répression notamment contre les notables religieux.

À l'instigation de Lyautey, ministre de la guerre depuis le 13 décembre 1916, Laperrine est nommé, par décret en date du 12 janvier 1917, commandant supérieur des territoires sahariens. La première lettre (n° 92) de cette série, datée du 10 janvier 1917, annonce cette nouvelle à Cauvet et permet de mieux connaître les circonstances de cette nomination exceptionnelle. Le 10 janvier 1917, Laperrine est convoqué par téléphone à Paris. Là, très certainement de la bouche de Lyautey lui-même, il va apprendre et l'assassinat du Père de Foucauld et sa nouvelle nomination. Comme dans d'autres correspondances datant de la même période⁷⁶, Laperrine insiste sur la soudaineté, l'imprévisibilité de cette décision.

La situation régnant alors au Sahara exigeait une reprise en main énergique et, pour Lyautey, Laperrine était l'homme de la situation. La mort de Foucauld a-t-elle ici joué un rôle déclencheur ? Rien ne permet de l'affirmer au vu des documents en notre possession⁷⁷. Ni dans sa lettre à Cauvet, ni dans celle expédiée – plus tard – au général Bernard, Laperrine n'évoque un tel lien de causalité. Mieux même, ce tragique événement qui sans nul doute l'a marqué est (étrangement ?) passé sous silence dans ces deux correspondances⁷⁸.

Quoi qu'il en soit, la « combinaison Lyautey » place sous l'autorité de Laperrine un vaste territoire où on assistait partout à une détérioration manifeste de la situation politique et militaire. De plus, tout indique que cette décision n'était pas approuvée par le gouverneur Lutaud, comme Laperrine lui-même le note dans sa lettre à Cauvet : « Le gouverneur général n'a pas l'air content !!! »

Bien qu'il en ait déjà été informé en France, le retour sur le terrain constituera cependant un véritable choc. Le manque de moyens tant en hommes qu'en animaux, l'impossibilité d'organiser des convois de ravitaillement, les entraves mises à son action par certains de ses pairs..., autant de constats qui reviennent de façon récurrente dans les premières

76. Voir notamment sa lettre adressée le 19-05-1917 au général Bernard (*in* Gorrée et Thiout 1948, p. 168), ainsi que la lettre du 10-02 à Raymond de Blic (*in* Chatelard 2000, p. 193).

77. Notons cependant que, dans une lettre à sa sœur, Laperrine écrivait le 15-01-1917 : « Tout cela s'est fait absolument rapidement, à coups de télégrammes, à la suite de la mort du Père de Foucauld que tu as dû voir dans les journaux » (*Cahiers Ch. de Foucauld*, 1951, n° 2 », p. 53).

78. Comme l'a déjà signalé Chatelard (2000, p. 194), ces correspondances mettent à mal la « reconstitution historique » de Gautier. Selon ce dernier (1931, p. 24-26), c'est Laperrine lui-même qui aurait demandé à revenir au Sahara et ce pour venger la mort du Père de Foucauld.

lettres de cette série (voir notamment les lettres 94 et 95). Aussi, dans un premier temps, Laperrine présente la situation régnant alors au Sahara central sous un jour peu optimiste. Sa lettre du 8 mars 1917 commence ainsi par un amer constat : « Les affaires se gâtent de plus en plus, je me demande si je ne vais pas être obligé d'évacuer le Hoggar ».

Vu la situation régnant au Sahara central, et surtout les faibles ressources humaines et matérielles dont il disposait, le gouverneur général avait déjà envisagé « de rappeler la garnison de Fort-Motyliniski qui ne comprend que 33 hommes sans canon et se trouve hors portée de notre secours efficace... » (Télégramme du 14/12/1916, SHAT 1H1073). Le 21 décembre de la même année, dans un télégramme envoyé au ministère de la Guerre, le général Moinier proposait une solution similaire : « ... il convient d'envisager la nécessité de concentrer notre action au Tidikelt sur In Salah comme sur Flatters, en face du Tassili, et de n'agir que par nos groupes mobiles, au-delà de ces deux points » (AOM, 22H).

À cet état des lieux peu optimiste, l'on doit ajouter certaines initiatives qui paraissent pour le moins contestables à Laperrine. Tel est notamment le cas de certaines des décisions prises par le capitaine Depommier, commandant de la région Hoggar-Tassili (voir lettres 95 et 97).

Surtout, une interrogation d'une importance politique majeure parcourt alors les lettres de Laperrine : quelle est l'attitude exacte de Mûsa ? quel rôle joue-t-il ? Jusqu'au début février 1917, Mûsa semble privilégier la « carte française ». Nombre de documents de cette époque soulignent avec force sa fidélité aux engagements pris⁷⁹. Ainsi transmet-il régulièrement aux autorités françaises les courriers qui lui sont envoyés par les principaux chefs sanusi. À l'automne 1916, il propose d'intercepter la mehalla de Kwasan alors en marche vers l'Aïr comme le révèle une lettre du sous-lieutenant Constant adressée le 25 novembre 1916 au capitaine commandant le groupe Hoggar : « Moussa ag Amastane craint avec juste raison que la propagande anti-française menée par ce rassemblement vienne à gagner ses gens ; aussi, me demande-t-il de vous prévenir très vite dans le but d'obtenir l'autorisation d'aller disperser la bande ennemie dont la force s'accroît de jour en jour⁸⁰ » (AOM, OA41).

79. Ainsi, entre autres exemples, ce télégramme du 16 décembre 1916, qui dénonce « l'attitude fort douteuse des Kel Ahaggar », soumis à la « propagande senoussiste », mais qui note que « seul Moussa ag Amastane avec ses campements groupés autour de lui dans l'Adrar fait toujours preuve jusqu'ici de bonnes dispositions ».

80. Lettre qu'il faut certainement rapprocher de celle de Mûsa citée, sans référence quant à sa provenance et sa date, par Lhote (1944, p. 366). Sur ce point, voir également Triaud (1995, p. 871).

Un mois plus tard environ, alors que la situation s'est considérablement dégradée avec le siège d'Agadez, Mûsa se fait encore plus pressant. Manifestement impressionné par les renseignements qui lui sont parvenus sur les forces de Kwasan, il prévient les autorités françaises du danger couru et leur propose à nouveau sa collaboration.

« Je vous prévient que si vous n'arrêtez pas les Senoussistes les premiers et de suite, les anéantissez tous et leur coupez les routes, ils troubleront notre pays. <...> Demandez la permission à Monsieur le colonel que s'il a puni les hommes d'Ajjer, les ennemis, il vous autorisera avec vos militaires d'aller en Aïr par In Azaoua et me prévenir pour rejoindre à l'endroit où vous voulez⁸¹. » (AOM, OA41)

Mûsa ne se contentera pas de proposer aux autorités françaises des actions militaires communes, il utilisera également son prestige et son poids politique pour tenter d'empêcher le ralliement des Kel-Ahaggar à la révolte en cours. Dans une lettre circulaire adressée début 1917 à toutes les tribus de l'Ahaggar, il prévient :

« Je tiens à vous dire que l'autre année, je suis allé en France et que j'ai visité la ville de Paris. J'ai vu la puissance et la grandeur du pays qu'est la France. Oh ! gens ne vous emportez pas, n'écoutez pas ceux qui prétendent faire la guerre sainte avec des mensonges et sans but. Je vous avertis que tous ceux qui écouteront les gens qui disent faire la guerre sainte et qui ne tiendront pas leur parole seront châtiés et regretteront leur conduite. Tenez votre parole et restez fidèle à la France. Vous avez appris ce qui a été fait aux Iullimmîden, la mise à mort des hommes, des femmes, des enfants, des nègres et le pillage ; tous sont devenus comme la cendre ? Tous ceux qui ont un cœur doivent écouter ces paroles, cela doit leur suffire <...> N'écoutez pas les gens qui veulent le mal et se disent les guerriers de la guerre sainte ; ils ont ouvert une grande porte et ne pourront jamais la refermer. » (AOM, OA41)

Mais, à partir de la mi-février 1917, la combinaison de plusieurs éléments l'amènent à adopter une position beaucoup plus ambiguë. Très vite la « trahison » de Mûsa ne fit guère de doute pour la plupart des officiers alors en poste au Sahara. Exemple parmi bien d'autres, cette lettre du 19 mars 1917 d'un officier saharien, le lieutenant Constant : « ... Moussa ag Amastane, aménokhal des Hoggars, est passé à l'ennemi

81. Cette lettre de Mûsa ag Amastân au capitaine de la Roche est reproduite ci-dessous dans son intégralité (voir annexe n° 14).

avec tous ses gens ; on le dit prisonnier des Senoussistes : je ne le crois pas. Les Touaregs ne sont jamais si prêts de vous mordre que quand ils vous lèchent » (*in* Foucauld 1991, p. 413). Cette opinion semble d'ailleurs avoir été partagée par les populations sahariennes. Un télégramme du XIX^e Corps d'armée, daté du 17 mars 1917, signale : « D'après des renseignements venus d'In Salah, les indigènes du Tidikelt considèrent la défection de Moussa comme certaine » (SHAT IH1073).

Laperrine semble ne pas se résigner à une telle éventualité. Le 8 mars 1917, cette possible défection n'est, pour lui, qu'une hypothèse qui demande confirmation et qui lui paraît difficilement compréhensible. « Je suis complètement ébahi de la volte face de Moussa. Après la mort de Foucauld, il avait écrit une lettre très bien à sa sœur, Madame de Blic, ce n'est pas le fait d'un homme qui va tourner casaque » (l. 95).

Un mois plus tard, le 13 avril, il avoue « Je commence à désespérer de Moussa » mais, il note aussi qu'à la même époque ses collègues ont eux déjà choisi, « les officiers au Hoggar ou vers l'Azbin actuellement ne rêvent que de taper sur Moussa. Ce traître ! ce farceur... » (l. 97).

De même, bien que se montrant inquiet de l'atteinte portée au prestige du chef Kel-Ahaggar⁸², il est manifestement prêt à faire sienne la version que Mûsa donnera de son séjour à Agadez : « il a été prisonnier de Khaoussen puis a pu s'évader et tomber dans le dos de Khaoussen, il a fait une belle razzia mais a neuf nobles tués... » (lettre 99).

Les écrits postérieurs de Laperrine s'inscrivent tous dans la même perspective. À aucun moment, l'attitude de Mûsa ne semble lui poser problème, bien au contraire, en de nombreuses circonstances, il rappellera que tout doit être fait pour aider Mûsa⁸³ car celui-ci est bien le pilier sur lequel doivent s'appuyer les Français. Dans une note de service, datée du 1^{er} janvier 1919, Laperrine résume ainsi sa position :

« Nous devons soutenir Moussa, l'appuyer, et, le cas échéant, sur sa demande, lui donner l'ordre formel et écrit qui lui permet de passer outre à l'avis contraire de la djemaa, comme je l'ai fait pour ses expéditions en Aïr et Djanet en 1918. Par contre, l'officier résident doit s'appliquer à passer toujours par Moussa pour les services divers demandés aux tribus : impôts, convois..., etc. <...> Il n'oubliera pas que Moussa ag Amastane, dont le loyalisme est éprouvé, a un amour-propre énorme, et que, dans

82. « ... je crains qu'il ne rentre un peu déplumé et sans beaucoup de prestige... » (lettre 98).

83. Ainsi, dans une lettre datée du 18 décembre 1917, Laperrine écrit : « Nous devons aider Moussa sérieusement jusqu'à ce qu'il ait repris son monde en main » (AOM, OA41).

des circonstances difficiles, il obtiendra bien plus en faisant appel à cet amour-propre que par la menace. » (AOM, OA41)

Il y a là une continuité tout à fait remarquable. Laperrine a toujours présenté Mûsa comme un chef exceptionnel, sans équivalent – à ses yeux – dans l'ensemble du monde touareg. Dès 1902, Laperrine a misé sur lui et quand, par la suite, il connaîtra mieux le chef Kel-Ahaggar, ce choix deviendra un des axes majeurs de sa politique. Il s'agit certes d'une option stratégique raisonnée : Laperrine a très vite discerné en Mûsa un appui majeur pour la politique qu'il entendait mener au Sahara. Mais cela n'explique pas tout. Quand, au vu de son comportement, tous les officiers sahariens crient à la « trahison », seul Laperrine ne peut se résoudre à une telle perspective. Et quand Mûsa rejoint leur camp, ces mêmes officiers continuent cependant à s'interroger sur l'attitude qui fut la sienne durant cette période trouble. Tel est notamment le cas de Léon Lehuraux, qui faisait partie de la colonne que Mûsa et les siens rejoignirent à Tenefsert le 23 mars 1917. Après avoir rapporté les explications du chef Kel-Ahaggar, cet officier ajoute ses propres réflexions :

« J'ai bien réfléchi aux déclarations faites hier par Moussa et j'avoue avoir été impressionné par ses accents de sincérité, son émotion évidente et surtout son ardeur à nous convaincre. Je ne puis croire cependant que les choses se soient exactement passées comme il l'a indiqué. Je ne puis croire que lui, le chef vénéré et respecté de tous, dont le prestige est immense dans le Sahara entier, ait été retenu prisonnier plusieurs semaines sans que ses partisans eussent essayé de le délivrer. Non, j'ai bien l'impression que Moussa a manqué de perspicacité et que sa confiance en la puissance française a été fortement ébranlée en un jour de doute ou de lassitude morale. Il s'est alors rapproché du centre de l'insurrection, mais en retardant le plus possible une coopération effective de ses contingents armés avec ceux de Khaoucen, coopération qui se serait vraisemblablement réalisée si l'arrivée des troupes françaises n'avait mis les Senoussistes en déroute » (1928, p. 151).

Ce type d'interrogations n'est pas de mise chez Laperrine. Les explications de Mûsa sont acceptées telles quelles. À la lecture de ces lettres, on ne peut s'empêcher de penser qu'au-delà d'une nécessité politique, il y a chez Laperrine l'impossibilité d'envisager la trahison de celui qui est aussi un ami. Très significativement, quand Laperrine, seul contre tous, se refuse à admettre la trahison de Mûsa, ce n'est pas à une raison politique qu'il se rattache alors mais bien à ce signe majeur

d'empathie qu'est à ses yeux la lettre que Mûsa a écrite à la sœur de Foucauld quelques jours après la mort de ce dernier⁸⁴.

La fin du siège d'Agadez (mars 1917) et le retour de Mûsa dans l'Ahaggar marquent un coup d'arrêt décisif. Désormais, Kwasan et les siens se retrouvent partout en position critique, même si de rudes combats ont encore lieu. Dans ces courriers, à l'exception de la lettre n° 115, Laperrine n'évoque pas les opérations qui se déroulent alors dans l'Aïr et au Damergou. Par contre, plusieurs des combats et coups de main qui ont alors lieu au Sahara central sont eux mentionnés. Ainsi, Laperrine annonce-t-il à Cauvet le combat d'Illaman (l. 98) ou l'attaque de Fort-Flatters (l. 100)⁸⁵.

Cependant, même si la situation militaire est encore loin d'être réglée, dès octobre 1917, Laperrine peut entreprendre une grande tournée qui l'emmènera jusqu'à Tombouctou (voir lettres 109 à 112).

À son retour, en avril 1918, c'est encore et toujours la situation dans l'Ajjer qui paraît la plus problématique. Pour y intervenir, Laperrine se heurte manifestement à deux problèmes majeurs. Il y a d'abord le manque de moyens tant en hommes qu'en animaux sur lequel il revient à plusieurs reprises. Mais, plus que tout, ce sont les entraves (plus ou moins volontaires) que certains opposent à son action qui l'irritent (voir notamment l. 124). Dans cette « lutte à coups de porte-plumes » (l. 119), le nom de Chardenet revient fréquemment sur le devant de la scène⁸⁶ mais aussi, de façon plus étonnante, celui de Dinaux.

Pour remplacer Meynier, Laperrine avait aussitôt pensé à Nieger mais cette solution s'avéra rapidement impossible (l. 92 et 97)⁸⁷. Aussi, demanda-t-il que ce soit Dinaux qui vienne le seconder (l. 98). Les deux hommes se connaissaient bien et avaient déjà travaillé en bonne entente quand, succédant à Métois, Dinaux avait été chef de l'Annexe d'In-Salah (1905-1907) et avait reçu la véritable soumission de Mûsa ag Amastân lors de sa tournée de 1905 dans l'Ahaggar.

Dinaux est nommé à la tête du Territoire des Oasis le 11 juillet 1917. Très vite, son approche de la situation semble se démarquer de celle de Laperrine (voir l. 102). Un des points de désaccord entre les deux hommes portait sur l'utilisation au Sahara des nouveaux moyens

84. Cette lettre est notamment reproduite dans la biographie que Bazin a consacrée au Père de Foucauld (1931, p. 136). Sur ce document, voir également le beau commentaire de Casajus (1997).

85. Mais bien d'autres combats ne sont pas mentionnés dans la correspondance de Laperrine : Hassi Tanezrouft, El Heira, In Eker, Tehi n Akli, etc. (voir Blandin de Thè 1988, p. 70-71).

86. Voir notamment les lettres 115, 121, 123 et 124.

87. Sans trop d'illusions, Laperrine avait aussi proposé ce poste à Cauvet (lettre 98).

techniques qu'étaient alors l'aviation et surtout l'automobile. Autant Dinaux semble peu enthousiaste, autant Laperrine s'en montre un partisan convaincu et discerna très rapidement les nouvelles possibilités qu'offrait l'emploi de l'automobile au Sahara. Avec l'aide du capitaine Sigonney et de la TM 1191⁸⁸, il multiplia les convois automobiles réguliers – notamment entre Inifel et In-Salah – et œuvra à leur faciliter l'accès des espaces sahariens. En ce sens, il continuait l'œuvre entreprise dès 1913 par le gouverneur Lutaud et le colonel Meynier⁸⁹.

Mais, c'est surtout sur la conduite à tenir face à la pression militaire des insurgés que les deux hommes vont se séparer. Comme bien d'autres, Dinaux souhaitait évacuer un certain nombre de postes, notamment Fort-Motylnski. Or, même s'il a un temps envisagé cette hypothèse (voir l. 95), Laperrine refuse fermement une telle option (l. 107). Dès lors, il semble que Dinaux ne se trouve plus en phase avec Laperrine et les points de désaccord vont se multiplier entre les deux hommes.

Situation d'autant plus délicate qu'en novembre 1917, Dinaux va être amené à remplacer Laperrine qui entame une tournée de six mois (l. 111). Rapidement leurs divergences de vue vont apparaître au grand jour. En décembre 1917 le général Moinier, commandant en chef des troupes françaises de l'Afrique du Nord, écrit au gouverneur général :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que les divers rapports reçus sur les questions en cours de solution dans les Territoires Sahariens me donnent l'impression très nette d'un flottement dans la Direction de ces Territoires, depuis que le Général Laperrine, avant son départ vers Tombouctou, a chargé le Lieutenant Colonel Dinaux de l'expédition des affaires. Ce flottement est dû à la divergence absolue des vues du Lieutenant Colonel Dinaux et des instructions qu'il a reçues du Général Laperrine. <...> Il m'est pénible de constater qu'il existe un abîme dangereux pour la bonne marche du service entre les directives du

88. Cet organisme spécialement consacré au transport automobile au Sahara fut créé en septembre 1917 et basé à Ouargla.

89. Laperrine tiendra cependant à se démarquer de ses prédécesseurs estimant que leur action était avant tout destinée à leur propre gloire. Dans un rapport, il notera : « ... les pistes automobiles depuis Ouargla ont été faites théoriquement. On a trompé les gradés en leur donnant, comme guide pour la construction d'une piste automobile saharienne, une instruction, très bien faite d'ailleurs, sur l'installation d'un chemin de fer à voie étroite aux colonies. On a eu le grand tort de vouloir aller vite, dans un but déterminé : il ne s'agissait pas de faire une piste automobile, mais bien que le 1^{er} décembre 1916, le commandant militaire et le gouverneur général puissent passer en auto <...>. On négligea, au Hoggar, certains passages d'oueds. Sur d'autres points, on suivit les lits d'oueds, tout en se rendant compte que la première crue enlèverait tout : pourvu que fût après le 15 décembre, cela n'avait aucun inconvénient. » Rapport cité in D. et P. Bejuï (1994, p. 22).

En conclusion de ce sévère constat, le général Moinier propose que Dinaux soit mis à la disposition du ministère et que le commandement du Territoire des Oasis soit confié au commandant Bettembourg, qui, selon lui, « a toute la confiance du général Laperrine⁹⁰ ».

De son côté, dès la mi-décembre 1917, depuis Abalessa où il fait halte, Laperrine écrit au gouverneur général une longue lettre-réquisitoire⁹¹. Il y expose ses nombreux griefs envers Dinaux accusé de « déployer toute son intelligence et toute son énergie à faire échouer tous les projets en cours et à prendre le contre-pied de toutes mes directives ». Au final, il précise que, si Dinaux désire partir, il ne fera rien pour le retenir et propose déjà le nom de son remplaçant : le capitaine Sigonney. Et de fait quand, en juillet 1918, Dinaux sera, à sa demande, remis à la disposition de son arme et affecté au 9^e régiment Tirailleurs, c'est Sigonney qui le remplacera à la tête du Territoire des Oasis.

De la dernière traversée... au premier film (lettres 129 à 146)

Le 7 novembre 1918, Laperrine quitte Ouargla pour ce qui sera sa dernière grande tournée saharienne. Pendant pratiquement six mois, soit à méhari soit en automobile, il va parcourir plus de 5 000 kilomètres dans le Sahara (l. 129 à 137). Pour la première fois, il visite l'Aïr et séjourne durant une semaine à Agadez (l. 133). La possibilité d'exécuter une telle tournée sans problème majeur démontre que, pour l'essentiel, les forces françaises contrôlent à nouveau le Sahara. La zone la moins maîtrisée reste encore l'Ajjer. Une opération conjointe menée par des forces venues d'In-Salah (sous le commandement du capitaine Depommier) et un fort groupe de Kel-Ahaggar (dirigé par Mûsa ag Amastân) a permis cependant de reprendre pied à Djanet (28 octobre 1918). Mûsa réussit même à obtenir une entrevue avec Sultan Ahmûd qui s'engage alors à cesser toute hostilité et à se retirer avec les siens au Fezzan. Mais, comme l'avait d'ailleurs prévu Laperrine (l. 129), une fois Depommier et Mûsa repartis, les attaques reprirent.

90. Au vu des jugements portés par Laperrine sur le commandant Bettembourg (voir les lettres 131 et 132), cette dernière affirmation paraît largement exagérée.

91. Cette lettre est intégralement reproduite ci-dessous (annexe 17).

Quand, après son séjour en Aïr et dans l'Ahaggar, Laperrine entreprend de remonter vers Ouargla, il emprunte un itinéraire qui l'amène dans la région de l'Ajjer. Il est alors accompagné par le groupe de police du Tidikelt et un grand nombre de Kel-Ahaggar, et compte bien, si nécessaire, utiliser ces forces. « Je m'en vais sans idée préconçue, acceptant suivant les cas les soumissions ou repoussant les agressions, continuant ma route si on fait le vide devant moi. » (l. 134)

À Fort-Polignac, il rencontre Brahim ag Abakada, qui avait conduit de nombreuses attaques contre les forces françaises⁹². Faisant preuve de pragmatisme, Laperrine, qui le considérait, il y a peu, comme « le principal chef de bande avec Abeuh », le nomme alors *amghar* des Kel-Ajjer (l. 135). Avec ce ralliement, il peut estimer que le calme est désormais revenu dans « son » Sahara et nul doute qu'il en tire quelque fierté.

C'est finalement du côté français que s'accumulent désormais les problèmes et, tel un fil rouge qui parcourt l'ensemble de cette correspondance, le nom de Chardenet est à nouveau sur le devant de la scène (lettres 131, 133, 134, 135 et 137).

Au-delà des différends existant avec un certain nombre de ses pairs, Laperrine, soumis à des « brimades à jet continu de la bureaucratie d'Alger » (l. 135), estime qu'il y a là un plan concerté en vue de précipiter son départ. « Ces gens-là veulent me débarquer mais au lieu de me dire carrément de m'en aller, ils me font toutes espèces de farces pour que je perde patience et demande à m'en aller. C'est du pur Chardenet. » (l. 136)

Et, si l'on en croit Laperrine, c'est avant tout son engagement envers les Touaregs qui le retient d'obtempérer à ces sollicitations, qui l'empêche de demander sa retraite : « Je l'aurais fait depuis longtemps si je ne me considérais pas comme un peu engagé avec les Indigènes et surtout avec les Touaregs » (*ibid.*).

Désormais, Laperrine se croit, à tort ou à raison, le mal-aimé, celui dont tout le monde souhaite le départ (« On va me ficher à la porte », l. 138).

Dans cette période incertaine, de son propre aveu, il se sent « vieux » (l. 139) et sans illusions. Comme une dernière volonté, il souhaite tout de même pouvoir terminer sa carrière par une ultime tournée saharienne⁹³, s'installer à Tamanrasset (« Je voudrais bien qu'on finisse par installer la TSI à Tamanrasset, je me fixerai là-bas jusqu'à ma retraite ») ou encore à Paris pour « s'isoler davantage et ne voir personne » (l. 136). Dans tous les cas, loin d'Alger et de ces bureaucrates contre lesquels il a toujours

92. Voir notamment les lettres 110, 116 et 128.

93. « Je ne sais ce que l'on veut faire de moi. J'ai ma limite d'âge le 29 septembre 1920 et j'aimerais autant passer l'hiver prochain en tournée dans le Sahara... » (l. 133).

bataillé. Pourtant Laperrine n'échappera pas à cette fin de carrière redoutée.

Le 22 août 1919, le commandement temporaire des Territoires sahariens créé par la décision ministérielle du 12-01-1917 est supprimé et, le 5 septembre 1919, Laperrine est nommé commandant de la Division d'Alger. Cette promotion, il l'apprend à Cauvet sans grand enthousiasme : « Me voilà nommé à Alger, cela ne me sourit qu'à moitié, mais cela vaut encore mieux que la disponibilité. Quand j'aurai trop le cafard, j'irai te voir à la Villa des Bois. Ce qui m'embête le plus c'est qu'il ne doit pas être facile de sortir à cheval de l'état-major ni d'Alger » (l. 139).

Désormais, c'est le ton de la nostalgie qui domine. Quand Laperrine annonce sa venue chez Cauvet, c'est « pour blaguer avec toi du Sud » (l. 143), tout en sachant bien que plus rien ne sera comme avant : « Où est le temps où tes cinq dissidents assiégeaient Ghadamés ? » (l. 140).

Certes le Sahara est toujours au centre des relations épistolaires de Laperrine et Cauvet, mais ce n'est plus leur lieu de vie. Il est désormais temps de préparer le voyage des autres (l. 144), de ranger les clichés photographiques et de commenter les écrits des « spécialistes » (l. 145).

Et puis, il y a ce court billet du 31 janvier 1920 où l'on apprend que Laperrine va montrer des vues du Sahara à un groupe d'aviateurs. Correspondance bien banale si on ne connaissait et la suite et la fin de l'histoire. Ces aviateurs composent les équipages qui s'appêtent à traverser le Sahara. C'est le général Nivelles qui était l'instigateur de ce raid dont, à l'origine, le terme devait être l'Ahaggar. Mais la date de départ initialement prévue en décembre 1919 dut être repoussée car vinrent s'ajouter aux appareils algériens deux avions venant de France. Tous deux pilotés par des aviateurs confirmés, le commandant Vuillemin et le lieutenant Dagneaux, ils devaient, eux, pousser au-delà de l'Ahaggar et aller jusqu'à Dakar.

Cruel destin ! Voici Laperrine transformé en agent de voyages. Ces aviateurs à qui il va commenter ses photos vont parcourir « son » Sahara et mieux encore réaliser, par les airs, la jonction entre Afrique du Nord et Soudan.

Dans sa dernière lettre à Cauvet, le 3 février 1920, juste après le départ d'Alger des premiers avions, il avoue : « J'avais le cœur gros de penser qu'ils seront dans 3 jours à In Salah et dans 6 au Hoggar et que je ne suis pas de la partie. » Devenu désormais un de ces hommes de bureau qu'il a maintes fois brocardés, il doit se contenter d'envoyer quelques cadeaux aux « dames du Hoggar » (l. 149).

Mais le destin voulut qu'il en soit autrement. Suite à un incident mécanique, l'appareil dans lequel avait pris place le général Nivelles dut

se poser à Husein-Dey. Son départ programmé pour le lendemain dut être différé car, ce jour-là, un télégramme officiel rappelait d'urgence le général Nivelles à Paris. Finalement, c'est Laperrine qui est chargé de le remplacer. Suite aux nombreuses péripéties du trajet Alger-Tamanrasset, deux avions seulement pouvaient prétendre continuer ce raid et tenter de rejoindre Dakar : celui piloté par Vuillemin et celui de l'adjudant Bernard. Dans ce dernier appareil prenaient également place le mécanicien Vaslin et, sur les genoux de ce dernier (!), le général Laperrine. Le 18 février 1920, à 7 h 15 du matin, les deux avions quittent Tamanrasset mais, très vite, ils s'égarèrent et perdent contact. À 11 h 30, à court d'essence, l'adjudant Bernard est contraint de se poser en catastrophe aux environs du puits d'Anesbaraka. Sérieusement blessé lors de cet atterrissage forcé, le général Laperrine meurt le 5 mars 1920. Neuf jours plus tard, Bernard et Vaslin, à bout de forces, sont retrouvés par le détachement du lieutenant Pruvost⁹⁴. Le corps de Laperrine est ramené à Tamanrasset et enterré à côté de celui du Père de Foucauld.

Foucauld, Laperrine et, quelques mois plus tard, Mûsa. Une époque se termine. Une autre commence : celle des grands récits qui narreront avec complaisance la geste de ces hommes. Les contradictions, rivalités, difficultés qui étaient pourtant leur lot quotidien y seront généralement occultées au profit d'un discours unanimiste louant les « héros du Sahara ».

Pendant quelques décennies, le mythe saharien pourra se déployer sans entraves majeures. Ironie de l'histoire, il est déjà présent dans la dernière lettre adressée à Cauvet. Laperrine y annonce en effet qu'il devra sous peu prendre en charge des acteurs et actrices, et qu'il écrit à In-Salah « pour que l'on m'envoie quelqu'un capable de les habiller et de les draper en touaregs nobles ».

L'arrivée ici annoncée n'est autre que celle de l'équipe qui, sous la direction de Jacques Feyder, vient tourner *in situ* la première version cinématographique de « L'Atlantide ». Le tournage durera environ huit mois⁹⁵.

La première aura lieu le 4 juin 1921 et le film connaîtra un énorme succès. Il occupera en exclusivité une salle parisienne pendant plus d'un an.

94. La littérature se rapportant à ce tragique accident est abondante. De la part des « algériens », elle se transforme souvent en acte d'accusation envers le commandant Vuillemin. Voir notamment Bonnet (1951 et 1970), Bernard (1951), Pruvost (1967 et 1970) et Facon (2001).

95. C'est à Touggourt, dans les Aurès et dans la région de Djidjelli qu'auront lieu la plupart des prises de vue (voir Boulanger 1975, p. 31-41).

72 UNE CORRESPONDANCE SAHARIENNE

Sur l'affiche, cette proclamation : « Pour la première fois, un homme a osé tourner en plein désert ».

Quatre jours séparent l'inhumation de Laperrine à Tamanrasset du début du tournage !